

GEORGES VIREBEAU

LES COMMUNISTES
et la
DEUXIÈME GUERRE
mondiale

DES DOCUMENTS OUBLIÉS
(1939-1944)

PRIX : 35 F (+ port)

LES COMMUNISTES ET LA GUERRE

De 1920 à 1935, les communistes français sont contre la guerre : ils sont ouvertement et violemment contre une guerre de la France parce qu'elle est un pays « impérialiste » et n'est pas l'alliée de l'U.R.S.S. D'ailleurs, Moscou s'est rapproché de Berlin depuis 1920 ; un traité commercial est signé le 23 avril 1921 entre l'Allemagne et l'U.R.S.S., puis le 17 avril 1922, un traité plus général, à Rapallo. Ce dernier rétablit les relations diplomatiques entre les deux pays, et une aide accrue est apportée par les Soviétiques aux Allemands, qui recevront pour la Reichwehr des armes en cachette : grâce aux communistes de Moscou, les conditions imposées par le traité de Versailles ont pu être tournées, à la barbe des Alliés.

La politique de la bascule ? Moscou l'a pratiquée pendant longtemps. L'essentiel, c'est de jeter les peuples les uns contre les autres pour profiter de la division :

« *Le conflit entre l'Allemagne et la France renforce notre situation en Europe... Il faut approfondir les divergences entre les États européens* » (déclaration de L.M. Kaganovitch, membre du parti (depuis 1911) et du secrétariat du Comité Central du Parti Pan-soviétique Communiste des Bolchevistes (C.C.P.P.C.B.), beau-frère de Staline – in les *Izvestia* du 22 janvier 1934).

Naturellement, le chef du P.C.F. confirme la position pacifiste des communistes français : « *Nous ne voulons pas croire un seul instant à la Défense Nationale* », déclare Maurice Thorez à la tribune du parlement (15 juin 1934). *Nous en sommes restés, nous communistes, à la phase du Manifeste communiste de Marx : « Les prolétaires n'ont pas de patrie. »*

Puis, il rappelle (15 mars 1935), à la Chambre, les consignes données par le parti aux membres et aux sympathisants, à l'ensemble de la classe ouvrière :

« **Les communistes ne croient pas au mensonge de la Défense Nationale. L'ennemi est dans notre pays. Le cri de lutte de Karl Liebknecht est celui des communistes... Nous ne permettrons pas qu'on entraîne la classe ouvrière dans une guerre dite de défense de la démocratie contre le fascisme...** »

Deux jours après, André Marty, autre *leader* communiste, écrit dans *l'Humanité* (17 mars 1935) :

« **On nous dit aujourd'hui : une attaque d'Hitler doit soulever tous les travailleurs de France, même les communistes. Cette vieille rengaine, nous l'avons entendue en 1914.** »

Et, à la fin du mois (exactement, le 30 mars), Maurice Thorez lance du haut de la tribune de la Chambre des députés, ce mot d'ordre scandaleux :

« **Nous invitons nos adhérents à pénétrer dans l'armée afin d'y accomplir la besogne de la classe ouvrière qui est de désagréger cette armée.** »

Peu après, au mois de mai, coup de théâtre ; ce communiqué est publié à Moscou (15 mai 1935) :

« MM. Staline, Molotov, Litvinov et Pierre Laval ont exprimé leur satisfaction de l'accord signé à Paris le 2 mai 1935... Le devoir tout d'abord leur incombe de ne laisser affaiblir en rien les moyens de leur Défense Nationale. A cet égard, Staline comprend et approuve pleinement la politique de Défense Nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité. »

A partir de ce moment-là, la lutte anti-fasciste remplace le pacifisme. On ne dit plus : « *A bas la guerre !* », mais « *A bas le fascisme !* », contre Mussolini (guerre d'Éthiopie), contre Franco (guerre d'Espagne) et contre Hitler (accords de Munich). Le syndicaliste communiste Arrachard, secrétaire fédéral de la Fédération C.G.T. du Bâtiment, déclare :

« Le mot "guerre" ne doit pas effrayer. Il faudrait la faire parce que c'est une guerre contre le fascisme. » (24 février 1938.) Il n'y a pas de reniement de la politique menée pendant quinze ans ; la contradiction n'est pas dans la pensée même de Staline ; elle est dans la phraséologie communiste.

En secret, des négociations s'ouvrent entre l'U.R.S.S., l'Angleterre et la France : il s'agit de sceller une alliance militaire entre les trois puissances. Ces tractations traînent.

Brusquement (22 août 1939), on apprend qu'un traité commercial vient d'être signé avec Hitler. Le lendemain, *l'Humanité*, qui dénonce avec violence l'Allemagne depuis des années, imprime qu'une **nouvelle victoire s'inscrit sur le drapeau rouge du pays du socialisme** : l'U.R.S.S. vient de signer, à la stupeur du monde entier, un pacte de non-agression avec l'Allemagne hitlérienne (23 août). Ce traité « **donne à Hitler un avantage militaire considérable en lui permettant, une fois la Pologne écrasée, de concentrer toutes ses forces à l'Ouest** » (Michel Mourre). On connaît la suite...

Comment les communistes vont-ils expliquer cette volte-face, cette trahison ? Ils avaient dénoncé les menées bellicistes de 1920 à 1935, puis approuvé, selon les mots de Staline lui-même, « **pleinement la politique de défense nationale faite par la France** ». Le P.C.F. demande que soit dressé un « **barrage contre l'agresseur** » (hitlérien). Il repousse furieusement tout compromis avec le Troisième Reich. Contrairement à Marcel Déat, qui refuse de « **mourir pour Dantzig** » (*L'Œuvre*, 4 mai 1939), le P.C.F. reste ferme sur la défense de la Pologne. Jacques Duclos assure qu'« **une nouvelle capitulation devant Hitler à propos de Dantzig aurait de terribles lendemains** » (discours de Montreuil, *l'Humanité*, 2 juillet 1939).

Staline, qui manœuvre en habile tacticien, s'est mis d'accord avec Ribbentrop, le ministre de Hitler, tout en jouant la comédie avec les Franco-Anglais, à qui il cache ses intentions : il fera ensuite payer à l'Allemand, devenu alors demandeur, le plus cher possible pour sa propre complicité. Signé dans la nuit du 23 au 24 août 1939, le Pacte germano-soviétique entre immédiatement en vigueur ; il sera ratifié par le Conseil suprême de l'U.R.S.S. le 31 août, dans la soirée.

Entre temps, une dépêche Havas, transmise de Berlin, avait annoncé que *le Gouvernement du Reich et le Gouvernement soviétique ont décidé de conclure entre eux un pacte de non-agression*.

Les militants communistes français ne comprennent rien à ce que fait Staline, mais leurs dirigeants ont leur confiance. « **Pour apprécier les conséquences du Pacte de non-agression entre l'Allemagne et l'Union soviétique**, écrit Pierre Semard, **il convient évidemment de savoir ce qu'il comportera ; mais la question de l'accord entre la France, l'Angleterre et l'Union soviétique**

reste posée. Notre confiance dans le grand État prolétarien reste inébranlable » (*La Vie Ouvrière*, 24 août 1939).

Cet accord avec l'Allemagne est un succès : il est, assurent les communistes, *un succès à la fois pour l'U.R.S.S. et pour la paix*. Dans le quotidien communiste *Ce soir*, Aragon, son directeur, célèbre « le triomphe de la politique stalinienne » et titre son article : « Vive la paix ! » (*Ce Soir*, 23 août 1939). Pour tenter de noyer le poisson et de maintenir l'équivoque, il écrit que « le Pacte tripartite viendra compléter merveilleusement un pacte de non-agression germano-soviétique ».

De son côté, *l'Humanité* affirme son sentiment : « A Paris et à Londres de conclure l'accord avec l'U.R.S.S. pour organiser la résistance commune à l'agresseur » (25 août 1939).

Le gouvernement Daladier fait saisir *l'Humanité* et *Ce Soir* le 25 août, puis interdit ces deux feuilles. D'autres journaux sont suspendus : *Le Progrès* (Argenteuil), *La Voix de l'Est* (Montreuil), *L'Autre Nouvelle* (Malakoff), *Rouge-Midi* (Marseille), *La Voix du Midi* (Toulouse), *La Voix du Peuple* (Lyon), *L'Enchaîné* (Lille), *L'Avant-Garde* (des Jeunesses communistes), *La Terre* (des paysans communistes). Mais les « cocos » tiennent bon, les reproductions de feuilles et de tracts (voir plus loin) prouvent qu'ils ont adopté ces nouvelles positions. Maurice Thorez, le chef du parti désormais interdit en France, s'enfuit à l'étranger ; il gagnera l'Union soviétique (et sera, plus tard, amnistié par le général De Gaulle).

La lecture minutieuse des documents reproduits dans les pages 5/46 permettront de mieux suivre les attitudes successives des communistes dans la clandestinité. Vous y verrez que la dénonciation de la guerre « impérialiste » fut le *leitmotiv* des clandestins du P.C.F. jusqu'à l'offensive de la *Wehrmacht* du 22 juin 1941. Ce n'est que le jour où les Allemands se furent lancés contre les Soviétiques, que les communistes français sont entrés en guerre contre les Occupants allemands. Mais ils ne l'avaient pas fait en 1940, quand la *Wehrmacht* avait occupé Paris. La pièce reproduite page 46, établie par la police, prouve que la communiste Ginolin avait tenté de faire réparaître, pour le compte du P.C.F., le quotidien *l'Humanité* avec l'autorisation des Allemands. D'autre part, les documents insérés dans les pages 43, 44 et 45, montrent que le vieux Marcel Cachin, qui dirigea *l'Humanité* de 1918 à 1939, avait lancé un appel aux militants clandestins du parti pour qu'ils cessent de commettre des attentats contre les troupes allemandes. Une affiche fut même tirée, à l'époque, pour être placardée sur les murs...

(1) Dans la lettre remise le 25 juin 1940 par les représentants du P.C.F. à la *Propaganda-Staffel* à la suite de la conversation qu'ils venaient d'avoir avec elle, le matin même, les communistes ont dit qu'ils ont été seuls à se dresser contre la guerre et à demander la paix. Ils ont ajouté qu'ils ont défendu le Pacte germano-soviétique et qu'il fallait mettre fin aux attentats criminels des fauteurs et profiteurs de guerre. Un autre aveu oublié.

POURQUOI "CE SOIR" A ÉTÉ SAISI !

Page

VOICI DES EXTRAITS DE L'ARTICLE D'ARAGON
QUI AURAIT DU PARAÎTRE SUR LE NUMÉRO DE "CE SOIR" QUI A ÉTÉ SAISI
SUR ORDRE DU GOUVERNEMENT BONNET-DALADIER

UNION DE TOUS LES FRANÇAIS

J'estime, et en ceci je diffère grandement de bon nombre de mes confrères, que le pacte de non agression germano-soviétique sert la paix, et désorganisant le système d'alliance de M. Hitler, marque un échec de celui-ci.

Depuis que ce Journal existe, nous avons fait ici une politique anti-hitlérienne. Nous entendons, considérant Hitler comme ennemi N° 1 de la France, continuer cette politique.

J'ai dit hier, ici, ma ferme conviction de la compatibilité du pacte germano-soviétique, et de l'alliance anglo-franco-soviétique, et du jeu normal du traité d'assistance mutuelle Franco-Soviétique, qui, en cas d'agression allemande contre la Pologne, la France se portant au secours de celle-ci, mettrait l'U.R.S.S. à nos côtés.

J'ai dit, et je répète, que de même que la France doit faire face à ses engagements internationaux, et que toute capitulation est pour la France, inadmissible. Tous les Français feront leur devoir et défendront le Pays et ses alliés.

Cette position est claire. Je pense, je n'ai pas cessé de penser que la guerre peut être évitée, par l'alliance militaire anglo-franco-soviétique et qu'en cas d'agression du Reich, cette alliance assurerait la sécurité de la France.

Or, je suis pris à partie avec une violence remarquable par une série d'hommes qui, non seulement ne se sont, dans le passé, pas montrés anti-hitlériens, qui ont applaudi à la capitulation devant Hitler, applaudi à la signature du "pacte d'amitié" avec M. Hitler en novembre, qui ont défendu constamment les agents hitlériens (cagouleurs, faiseurs de coups de mains franquistes, etc...) de notre Pays, par des hommes qui ont soutenu Franco, allié militaire d'Hitler et de Mussolini, qui se proposent de faire en France ce que Franco a fait en Espagne.

Les gens qui ont, depuis des mois, nié l'utilité de l'alliance anglo-franco-soviétique, qui en ont saboté les pourparlers, crient plus haut et plus fort que les autres aujourd'hui, sous prétexte qu'elle ne se fait pas, contre ceux qui, comme moi, demandent encore qu'elle se fasse.

Et ce n'est ni la menace, ni la calomnie, qui m'arrêteront sur ce chemin. Je ne discuterai pas ici les fausses nouvelles d'hier qui pourraient en devenir de véritables ce soir, si nos gouvernants cèdent à cette clameur anti-soviétique qui obscurcit toute chose et ne tient aucun compte de l'avenir de la France, de même comme hier menacée par l'hitlérisme dans une Europe dont les données géographiques ne sont pas modifiables, et font de la Russie, l'alliée naturelle de la France dans la défense de la Paix. Je dirai seulement que l'on commet l'erreur de rappeler "ce que rien ne permet encore d'affirmer" les missions militaires de Moscou, même après leur départ, il reste là-bas des ambassadeurs, et l'on peut encore conclure l'alliance.

J'ai la conviction, je l'ai toujours eue, je n'ai pas changé, que là est l'intérêt de mon Pays. Je défends cet intérêt.

.....

Je suis heureux et fier de lire ce matin la déclaration du Parti Communiste Français, qui montre que je ne me suis pas trop avancé hier, qu'en cas d'agression, tous les Français défendraient leur Pays, et tiendraient, les armes à la main, les engagements de la France.

Ce manifeste ne dit-il pas:

" Le Parti Communiste, fidèle à la doctrine de Marx, Engels, Lénine, Staline, est plus que jamais l'ennemi implacable du fascisme international, en première ligne: le fascisme hitlérien, le plus bestial, le principal fauteur de guerre, l'adversaire le plus dangereux de la démocratie.

" Il appelle tous les communistes et la masse imposante de ses sympathisants, à remplir tout leur devoir pour la défense de la démocratie, de la liberté et de la paix.

" Dans le vrai combat contre le fascisme agresseur, le Parti Communiste revendique sa place au premier rang."

.....

Par une curieuse coïncidence, deux journaux qui n'aiment guère mes articles, et qui d'ailleurs se réfèrent encore ce matin, à mon article d'avant hier, sans faire connaître ma position sur la question de la défense nationale, visent, et je leur concède, que ma seule et faible autorité ne suffit pas à prouver qu'il en est ainsi. Les voici rassurés puisque c'est un parti de plus de 300.000 membres, pour qui 1.500.000 de Français ont voté en 1936, qui le confirme.

Dans ces conditions, tout en continuant devant les interprétations différentes et contradictoires des faits à défendre les thèses à mon sens conformes à l'intérêt du Pays, je crois qu'il est du devoir des Français, non pas de saisir l'occasion pour une opération de politique intérieure, mais de s'UNIR, et de s'UNIR contre l'hitlérisme. Le Pays donne au Monde une admirable leçon de calme. Dans nos villes et nos campagnes, et les mobilisés sans bruit, sans forfanterie, sans donner dans le genre "de la fleur au fusil" rejoignent avec décision leur poste, et pendant ce temps, ni ce détournement de la vigilance française, qui veut faire, non pas de Hitler, mais de l'U.R.S.S., l'ennemi, ni le déchaînement singulier qui s'exprime contre les communistes, jusques dans des journaux se réclamant de l'anti-fascisme, ne feront la France forte et prête au combat contre l'agresseur.

UNIR, UNIR les Français, les unir contre Hitler. Voilà la tâche de la minute présente, et ceci ne sera pas fait en essayant par l'intimidation, de nous faire changer de langage. Nous défendrons aujourd'hui ce que nous défendions hier. Nous demandons la signature de l'alliance anglo-franco soviétique. Nous demandons une politique de fermeté. Nous ne voulons pas de capitulation. Nous demandons qu'on tienne les engagements internationaux de la France.

.....

Chaque personne ayant lu cet article, ne pourra plus douter de la raison de cette interdiction honteuse, véritable mesure de fascisation.

Le gouvernement des Munichois veut faire un nouveau Munich, au lieu de signer le pacte d'assistance mutuelle avec l'U.R.S.S., qui imposerait la Paix à Hitler. Pour les besoins de sa mauvaise cause, il ne veut pas que le peuple connaisse la vraie signification du traité de non agression germano-soviétique. Il veut faire taire ceux qui disent la vérité.

CONTRE LE NOUVEAU MUNICH qui apportera encore la guerre et la servitude,
CONTRE LES MESURES POLICIERES & ANTI-DEMOCRATIQUES des DALADIER-REYNAUD-
BONNET,

POUR SAUVER LA PAIX, POUR LA SAUVEGARDE DE LA LIBERTE DE LA PRESSE,

POUR QUE LA VERITE TRIOMPHE,

F R A N C A I S : U N I S S E Z - V O U S

La section Communiste du X^e

Moscou montre la voie de la PAIX !

L'U.R.S.S. vient de signer un traité de commerce **très avantageux pour elle** avec l'Allemagne et celle-ci s'appête à signer avec l'Union Soviétique un pacte de **non-agression**.

CELA SIGNIFIE

- Que la politique de fermeté de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (U.R.S.S.) A FAIT CAPITULER HITLER !
- Que le fameux "pacte d'acier anti-komintern" est MIS EN PIÈCES par la volonté puissante de Moscou !
- Que la lâcheté, les compromissions, les capitulations aggravent et augmentent les dangers de guerre, alors que la fermeté les éloigne...

L'U. R. S. S. a fait **reculer** Hitler parce qu'elle ne s'est jamais compromise, qu'elle n'a jamais capitulé. Ce n'est pas elle qui est allée à Munich ! Et, Von Ribbentrop prenant l'avion pour Moscou, est **contraint** d'aller signer un pacte par lequel Hitler s'engagera à ne pas agresser l'U. R. S. S.

Moscou nous montre la voie de la PAIX !

L'U.R.S.S. n'a jamais trahi, ni "encerclé", ni agressé qui que ce soit. Elle a été calme, MAIS ÉNERGIQUE ! Le Japon en sait quelque chose !

Français,

Nous voulons la Paix. Elle ne s'obtient pas par des suicides à la Munichoise. La preuve en est maintenant faite ! Répudiez toutes manœuvres et campagnes d'effolement. Soyez calmes !

AVEC L'U. R. S. S., L'ANGLETERRE ET LA FRANCE DOIVENT SERRER LES RANGS !

Et maintenant, que nos Ministres aillent vite à Moscou signer le Pacte Anglo-Franco-Soviétique !

Cinq mois ont déjà été perdus PAR LA FAUTE DES NEGOCIATEURS FRANCO-ANGLAIS !

Exigez que l'on signe, ET VITE.

L'U. R. S. S. avec nous et

la Paix est sauvée !

- Adhérez à l'Association française des Amis de l'Union Soviétique (Promotion du Front de la Paix).
- Tous les mois lisez "Russie d'Aujourd'hui" - le numéro 1 tr. 25.
- **Lecteur de ce tract :** Aidez notre action pour la Paix, envoyez-nous 4 frs en timbres-poste, vous recevrez 100 tracts de ce modèle que vous pourrez diffuser dans votre entourage. (a M^{lle} Suzanne Cagé, 24, rue des Augustins, Lille, Nord).

27482

SAUVONS LE PAYS ET LA PAIX !

Les Communistes sont les meilleurs combattants de la Paix

Au moment de l'invasion de la Ruhr, en 1923, pendant la guerre du Maroc en 1925, en 1929 pour la défense de l'Union Soviétique menacée par Tardieu, les communistes ont lutté pour la Paix de toutes leurs forces. On les a poursuivis, traqués, emprisonnés. On a saisi leurs journaux. Pour les déconsidérer on a essayé après Munich de les représenter comme des bellicistes, des provocateurs de guerre. C'était un mensonge et le peuple s'est rendu compte après l'invasion de la Tchécoslovaquie par Hitler que les COMMUNISTES AVAIENT RAISON.

Aujourd'hui encore, les communistes sont les meilleurs combattants de la Paix et de la Démocratie. C'est pourquoi on veut étouffer leur voix, c'est pourquoi on suspend L'HUMANITE.

Camarade Socialiste, réfléchis !

Crois-tu que les dirigeants de ton parti servent la cause de l'Unité et de la Paix lorsqu'ils font chorus avec les fascistes français pour nous accuser de trahison ?

Les traîtres, ce sont les fascistes qui n'ont cessé de mener campagne pour empêcher la signature du pacte d'assistance mutuelle avec l'Union Soviétique.

Communistes et Socialistes, restons unis devant le danger, devant le fascisme, notre ennemi commun.

Vite, la convocation des Chambres

La Voix du Peuple ne doit pas être étouffée dans les moments tragiques où le sort de millions d'hommes est en jeu.

L'Angleterre réunit son Parlement. Il faut convoquer les Chambres.

Victoire de la Paix

Le PACTE DE NON-AGRESSION GERMANO-SOVIETIQUE est une victoire de l'Union Soviétique et une victoire de la Paix.

Que l'ambassadeur d'Hitler ait été contraint d'aller à Moscou, ce n'est pas une preuve de force pour le fascisme. C'est au contraire une marque de sa faiblesse.

LE PACTE GERMANO-SOVIETIQUE a jeté la désunion parmi les dictateurs fascistes. Il porte un coup au pacte antikomintern. Il a affaibli le fascisme international et servi ainsi la cause de la Paix.

Les fascistes sont furieux

Pourquoi les fascistes français qui n'ont cessé de mener campagne contre la signature du pacte d'assistance mutuelle avec l'Union Soviétique sont-ils actuellement fu-

rieux ? Ne devraient-ils pas exprimer leur joie que cet accord n'ait pas abouti ?

S'ils orientent à la trahison, N'EST-CE PAS POUR MASQUER LA LEUR ?

Les responsables

Les responsables de la conclusion du pacte de non-agression germano-soviétique ne sont-ils pas ceux qui, après avoir écarté l'U. R. S. S. de l'accord de Munich, ont lanterné, louvoyé, pour ne pas accepter les propositions raisonnables de l'Union Soviétique pour la conclusion d'un pacte d'assistance mutuelle sur la base de l'égalité et de la réciprocité des engagements ?

Pour les familles des mobilisés

Le Parti Communiste vous propose l'Union pour obtenir immédiatement pour les femmes, les enfants et les mères de ceux qui sont mobilisés une juste allocation militaire de 12 francs par jour et en plus le paiement des allocations familiales pour ceux des mobilisés qui laissent des enfants à la maison. Les déclarations de M. Daladier sur la famille française doivent être suivies d'actes. Le Parti Communiste vous propose l'Union pour l'octroi de crédits aux petits commerçants et artisans qui, pris entre les spéculateurs et une clientèle dépourvue de moyens d'existence vont être acculés à la faillite. Le sucre, le pain, le lait ne doivent pas manquer.

Le Parti Communiste vous propose l'Union pour obtenir la mobilisation des capitaux qui demeurent libres de fuir en Suisse ou en Hollande.

Nous sommes prêts à faire notre devoir, tout notre devoir, mais nous ne voulons pas que nos mères, nos femmes et nos enfants, puissent souffrir, tandis que comme de 1914 à 1918, les marchands de canons préleveront de scandaleux bénéfices sur notre sang et sur la misère, de tout le pays.

Où sont les Traîtres ?

Pourquoi a-t-on suspendu L'HUMANITE et CE SOIR et laissé paraître les journaux fascistes qui hier encore étaient convaincus d'avoir des traîtres et des espions dans leur sein comme AUBIN et POIRIER ?

Est-ce parce que L'HUMANITE et CE SOIR ont dénoncé les espions et les traîtres à la Patrie que ces journaux sont actuellement suspendus ?

Pourquoi ces mesures ?

Est-ce parce que L'HUMANITE et CE SOIR ont réclamé de toutes leurs forces la signature d'un accord d'assistance mutuelle entre l'Angleterre, la France et l'Union Soviétique, qu'ils sont suspendus ?

Est-ce parce que le Parti Communiste a déclaré qu'il accomplirait son devoir dans la Défense de la Patrie, de la démocratie et de la Paix ?

Si la guerre surgit malgré leur volonté, les Communistes sauront remplir leur devoir pour la défense du Pays et de la Démocratie contre la barbarie fasciste.

FAITES CONNAITRE CET APPEL, MULTIPLIEZ-LE, DIFFUSEZ-LE !

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

AU PEUPLE DE FRANCE

Voici le texte de l'appel lancé par le Parti Communiste français dans la première quinzaine d'octobre :

Le Parti Communiste Français adresse un fraternel salut aux élus du peuple, fidèles à la cause du peuple, qui pour avoir combattu la guerre impérialiste et lutté pour la paix ont été jetés en prison par le gouvernement de réaction qui impose à la France la volonté des banquiers de Londres.

Salut à ces hommes sur qui n'ont eu la moindre prise ni les menaces répétées, ni les offres alléchantes. Ils donnent un magnifique exemple de courage ; ils montrent le chemin du devoir aux ouvriers restés à l'usine, aux paysans, aux prolétaires soldats et ils seront dignes de Dimitroff, le héros du procès de Leipzig.

Salut à tous les communistes qui dans les prisons, dans la bataille quotidienne, conservent intacte leur foi en la victoire, leur volonté de lutté de toutes leurs forces pour barrer la route aux fauteurs de guerre impérialistes.

Salut à tous ceux qui, fidèles à l'enseignement donné par Karl Liebknecht au prolétariat international, n'oublient pas que l'ennemi est chez nous et que c'est en France que les travailleurs français doivent combattre le fascisme.

Les communistes haïssent Hitler et le régime de violence anti-ouvrières qu'il représente, mais nous dénonçons aux hommes de Munich, aux capitalistes exploités et aux prébendiers d'Abetz le droit de parler d'anti-hitlérisme au moment même où ils introduisent en France les méthodes fascistes d'oppression.

GUERRE DE CAPITALISTES

La guerre qui est imposée au peuple de France est une guerre de capitalistes, une guerre qui dresse l'un contre l'autre l'impérialisme anglais et l'impérialisme allemand, cependant qu'au peuple de France est réservée la mission d'exécuter les consignes des banquiers de Londres.

Ces banquiers anglais qui imposent la guerre au peuple français sont les mêmes qui firent le jeu de Hitler contre la France en signant avec lui un accord naval et un accord aérien. Ce sont les mêmes qui assassinèrent l'Espagne Républicaine, avec le concours de Léon Blum. Ce sont les mêmes qui mirent tout en œuvre pour sauver Hitler en septembre 1938 et lui sacrifièrent la Tchécoslovaquie démocratique sans crainte de compromettre la sécurité française.

Le peuple de France n'a pas à faire les frais des conflits d'intérêts entre les capitalistes de Londres, de Paris et de Berlin. Il n'oublie pas qu'en janvier 1919 au moment où les Spartakistes voulaient instaurer le pouvoir soviétique en Allemagne, les gros possédants des trois capitales noyèrent le mouvement révolutionnaire dans le sang avec le concours du socialiste Noske.

Les travailleurs allemands, nos frères communistes d'Allemagne, combattent Hitler dans leur pays qu'ils veulent libérer et qu'ils libéreront. Les travailleurs français avec leur Parti Communiste ont à combattre les fascistes et fauteurs de guerre impérialistes en France même.

Le Parti Communiste Français s'honore d'avoir sans trêve et sans répit combattu l'hitlérisme et il a toujours proclamé que la lutte contre le fascisme exigeait en premier lieu la mise hors d'état de nuire des fascistes français, des ennemis du peuple de France.

LES ENNEMIS DU PEUPLE DE FRANCE

Les ennemis du peuple de France, ce sont les hommes du Comité des Forges qui déjà de 1914 à 1918 sacrifièrent des millions de vies humaines à leurs intérêts capitalistes et veulent aujourd'hui d'une nouvelle saignée de la classe ouvrière dans l'espoir de la dominer plus aisément.

Les ennemis du peuple de France, ce sont les politiciens sans honneur qui obéissent aux ordres de la finance anglaise trahissent les intérêts de la France à Munich et sont prêts à faire couler le sang de millions de Français pour le profit des impérialistes.

Les ennemis du peuple de France, ce sont les factieux, les hommes du 6 février qui avec la complicité ouverte de Daladier noyautent l'armée, organisent leurs troupes de choc et se préparent à accentuer encore davantage la politique de réaction qui déferle sur notre pays.

Les ennemis du peuple de France, ce sont les capitalistes qui avec leur gouvernement de domestiques et les dirigeants socialistes des syndicats veulent imposer un régime d'esclavage et de misère aux masses ouvrières.

Les ennemis du peuple de France, ce sont les magnats de la finance qui s'enrichissent de la guerre et veulent qu'elle dure, cependant que les populations laborieuses de France sont plongées dans le dénuement et la misère.

PAS D'UNION SACRÉE

Les communistes ont toujours combattu et ils combattront sans relâche les hommes du grand capital, les de Wendel, les Schneider et autres marchands de canons pour qui la guerre est immanquablement une excellente affaire.

L'Union Sacrée avec ces gens-là ? L'Union Sacrée avec leurs agents, avec les La Rocque, les Maurras et autres fascistes ?

Jamais, jamais, répond le peuple de France laissant aux socialistes, à Léon Blum et à Paul Faure, le triste privilège de mériter les encouragements de tout ce joli monde pour leurs campagnes anticommunistes en attendant de connaître le sort des laquais remerciés à coups de trique, car les méthodes de la réaction sont partout les mêmes. Après avoir frappé les communistes, elle s'attaque aux autres comme cela s'est fait en Allemagne.

Non, pas d'union sacrée avec les fauteurs de guerre. Non pas d'union sacrée avec les marchands de canons. Contre eux, contre les ennemis du peuple, contre la réaction, travailleurs français soyons unis et nous vaincrons.

VIVE L'UNION SOVIÉTIQUE

Sous nos yeux le monde capitaliste donne le spectacle du désordre et de l'incohérence. Par

contre, le pays du Socialisme triomphant, l'Union Soviétique de Lénine et de Staline apporte aux peuples d'Ukraine et de Biélorussie libérés du despotisme des gouvernements polonais le bien-être et l'indépendance.

Les peuples de l'univers tournent leurs regards vers le pays du socialisme, vers le pays où le capitalisme a été à jamais extirpé, vers le pays où a pris fin l'exploitation de l'homme par l'homme, vers le pays du bonheur humain, de la liberté et de la paix.

Si les capitalistes attaquent l'Union Soviétique, c'est parce qu'elle a détruit le capitalisme. Mais ce qui vaut à ce pays la haine des capitalistes lui mérite l'amour et la confiance des travailleurs.

Et si aujourd'hui les capitalistes français attaquent le Parti Communiste, s'ils le mettent hors la loi, c'est parce qu'ils savent qu'il est un obstacle à leur politique de régression sociale, de servitude et de guerre.

Mais le Parti Communiste Français, expression de la classe ouvrière française, expression du peuple de France, est vivant. Les membres de sa direction sont à leur poste et rien, rien ne pourra empêcher les communistes français de poursuivre leur œuvre de libération humaine.

A l'appel du Parti Communiste, à l'appel de votre Parti qui, s'il mérite la haine des capitalistes, est assuré de votre confiance :

TRAVAILLEURS FRANÇAIS, UNISSEZ-VOUS !

Soyons unis pour imposer la libération des défenseurs de la paix emprisonnés par ordre des profiteurs de guerre.

Soyons unis pour imposer le retour aux libertés démocratiques, pour exiger le respect de la liberté de pensée, de presse et d'association.

Soyons unis pour défendre les libertés communales et pour exiger que les municipalités communistes soient dirigées par les élus du peuple et non par des créatures du gouvernement.

Soyons unis à l'usine, aux champs, à l'armée pour défendre nos droits, conscients de la force immense que nous représentons.

Soyons unis pour combattre le fascisme et la réaction.

Soyons unis pour combattre la guerre impérialiste et pour exiger que la paix soit établie.

Soyons unis pour donner à la France un gouvernement qui assurera aux travailleurs le pain, la liberté et la paix.

Soyons unis pour que grâce à nos efforts communs la France soit demain libre, forte et heureuse dans une Europe pacifiée où les marchands de canons et les fauteurs de guerre auront été mis hors d'état de nuire.

Vive l'union du peuple français sous le drapeau de son Parti Communiste pour le pain, la liberté et la paix.

Le Parti Communiste Français
(S. F. I. C.)

MAURICE THOREZ NOUS DIT...

L'activité d'un journaliste communiste français est forcément réduite depuis que le gouvernement Daladier-Sarcelle a suspendu l'« Humanité », le « Ce Soir », et les autres hebdomadaires régionaux du Parti, sans parler de la « République » et de la « Jeunesse ». Aussi dépense-t-il une partie immense de son temps, quelques heures, un camarade vient me demander de prendre une interview pour un journal que j'ai écrit et sous ma plume non plus communiste cette interview serait publiée.

Je me gardai bien de demander des précisions sur l'exactitude et la représentativité de mon guide, mais j'ai vu que le présentement que j'allais voir un des dirigeants de notre Parti Communiste Français recherchés par la police.

Les voyages dans la zone de l'intérieur se passent sans incidents. Nous sommes descendus dans une ville qu'administrent une de nos Excellences et quelques minutes plus tard, sans que j'aie pu repérer exactement le lieu où j'avais été conduit, je me trouvais en présence d'un homme dont le nom est inséparable de l'histoire et de l'action du Parti Communiste Français, j'avais devant moi Maurice Thorez.

Après m'avoir demandé des renseignements sur ma nouvelle vie depuis la guerre, sur la vie des militants et sur la vie d'amis communs, Maurice me fait signe qu'il est à ma disposition et sans plus attendre je m'arme de mon stylo, prêt à écrire les déclarations qu'il veut m'être faites en réponse à des questions que je me propose de poser. Ça y est, commençons.

— QUE PENSEZ-VOUS DE LA GUERRE QUE FONT FAIRE AU PEUPLE DE FRANCE LES ENNEMIS DU COMMUNISME ?

— La réaction, les hommes du 6 février, leur homme de confiance ! Daladier et les chefs traités du Parti Socialiste S.F.I.O. sont furieux parce que nous dénonçons les buts impérialistes de la guerre qu'ils imposent au peuple français. Tous ces messieurs ont le front de recourir leur politique criminelle du manteau de l'anti-hitlérisme dans l'espoir de tromper les travailleurs, mais entre eux ils n'hésitent pas à dire que le but qu'ils voudraient atteindre, c'est la destruction du pays du socialisme, l'I.U.R.S.S. et l'annexionnement de l'immense espère qu'il représente pour les prolétaires du monde entier.

On fait tuer des hommes, on se prépare à en faire tuer pour défendre les coffres-forts des capitalistes, pour permettre de fabuleux profits aux Schneider, aux de Wendel et autres profiteurs de guerre dont toute la politique depuis des mois et des mois tendait non pas à sauver la paix, mais à préparer la guerre contre l'I.U.R.S.S. avec le concours de Hitler, ce qui a été rendu impossible par la conclusion du pacte germano-soviétique.

C'est parce que nous dénonçons la politique de rapine et de duplicité des impérialistes que notre Parti Communiste est persécuté sur l'ordre des banquiers et des marchands de canons, mais patience, nous avons raison et le peuple de France nous donnera raison demain.

— LES MUNICIPAUX PARLENT MAINTENANT D'ANTI-HITLÉRISME ET ILS DISENT QUE LES COMMUNISTES ONT TRAHI LEUR MANDAT...

Sans me laisser aller plus loin, Maurice Thorez me dit aussitôt :

— L'anti-hitlérisme de M. Daladier, nous le connaissons. Si aujourd'hui Hitler dispose de 1.500 avions, de 500 chars de combat, de 3.500 canons, de 40.000 mitrailleuses, de tout le matériel et des munitions de l'ancienne armée tchécoslovaque ; si tous ces engins de guerre peuvent être utilisés contre les soldats français, qui donc est responsable ? Le responsable, c'est M. Daladier signataire du Diktat de Munich et s'il y avait une justice en France, cet homme devrait comparaître devant elle pour avoir trahi les intérêts de la paix et du peuple de notre pays.

Nous communistes, nous sommes anti-hitlériens, antifascistes, mais nous n'avons jamais séparé la lutte contre le fascisme du dehors de la lutte contre le fascisme du dedans.

Le 5 avril 1936 parlant au nom du Comité Central de notre Parti, j'ai déclaré que la lutte contre le fascisme exigeait d'abord la mise hors d'état de nuire des fascistes français et rappelant l'horrible attitude de Karl Liebknecht, au cours de la première guerre impérialiste, j'ajoutais que l'ennemi est chez nous.

L'ennemi est chez nous, voilà ce que nous avons dit à la veille des élections de 1936 et nous avons conscience d'être restés fidèles au mandat qui nous a été donné par le peuple de France, mandat qui se résume dans la défense du pain des travailleurs contre les 200 familles ; dans la défense de la liberté contre les hommes du 6 février et dans la défense de la paix contre les fauteurs de guerre.

Ceux qui ont trahi le mandat à eux confié, ce sont ceux qui ont permis à La Rocque de reconstituer les « Croix de Feu » sous l'étiquette du Parti Social Français (à vous citoyens Léon Blum).

Ceux qui ont trahi leur mandat, ce sont ceux qui permettent aux fascistes de l'intérieur de se livrer à une abominable politique de réaction.

Ceux qui ont trahi leur mandat, ce sont ceux qui se servent de la guerre qu'ils veulent faire durer pour détruire les libertés démocratiques et les conquêtes sociales, pour domestiquer les organisations syndicales, pour permettre aux spéculateurs et aux voleurs de réaliser de scandaleux profits et pour persécuter les communistes défenseurs de la paix et des intérêts des masses populaires.

— QUE PENSEZ-VOUS DU RÔLE JOUÉ PAR LES IMPÉRIALISTES ANGLAIS ?

— Il serait très intéressant à ce propos, me dit Maurice Thorez, de faire le bilan de la politique constante de l'Angleterre impérialiste depuis vingt ans pour montrer deux choses simples et irréfutables. Chaque fois que la France capitaliste a essayé de tirer de plus grands avantages de sa victoire de 1918, elle a trouvé en face d'elle l'Angleterre et chaque fois que l'Allemagne a marqué des points au détriment de la France, elle a été aidée par l'Angleterre.

A Londres, on n'a rien dit quand Hitler a occupé la zone rhénane démilitarisée, tandis que ce bavard sénile de Sarraut déclarait ne pas vouloir laisser Strasbourg sous le feu des canons allemands.

Mieux, en signant un accord naval et un accord aérien avec l'Allemagne hitlérienne, l'Angleterre conservatrice poussait une pointe contre la France,

tout comme en signant le « gentlemen's agreement » avec l'Italie fasciste.

D'autre part, il faut rappeler le rôle joué par le gouvernement anglais contre l'Espagne républicaine, ainsi que la servilité dont le gouvernement Blum-Daladier fit preuve à l'égard des banquiers de la Cité de Londres en étranglant la République espagnole.

Après avoir favorisé l'Allemagne hitlérienne pour affaiblir les positions de la France en Europe en sacrifiant au fascisme international tout à tour la Tchécoslovaquie et l'Espagne démocratique, l'Angleterre de M. Chamberlain veut maintenant se servir de la France pour disputer à Hitler l'hégémonie impérialiste en Europe et dans le monde.

Le peuple de France commence à se rendre compte du rôle spécial joué par l'Angleterre impérialiste qui a pour défendre sa politique les valets de la III^e Internationale et qui si elle n'admet nullement l'égalité devant les sacrifices, sait s'assurer toujours la suprématie dans les profits.

Nous aimons le peuple anglais que nous ne confondons pas avec le gouvernement conservateur d'Angleterre, comme je le disais au banquet de la presse anglo-américaine en mai 1936. Nous aimons tous les peuples, nous ne confondons pas le peuple allemand avec ses maîtres du moment et nous agissons en défenseurs du peuple français en ne voulant pas que la jeunesse de notre pays soit jetée en holocauste aux capitalistes anglais en lutte d'intérêts avec les capitalistes allemands.

Nous souffrons de voir qu'un Daladier peut froidement sacrifier des vies françaises à des intérêts qui ne sont pas ceux du peuple de France ; nous souffrons de voir qu'on veut à la faveur de la guerre faire de notre beau pays de France un pays de réaction et de régression sociale. C'est pourquoi nous avons conscience d'agir en vrais fils du peuple de France, en luttant contre la guerre impérialiste, en luttant contre le gouvernement de deshonneur, de misère et de guerre qui est à la direction des affaires publiques.

— ET SI NOUS PARLIONS DE L'UNION SOVIÉTIQUE ?

— Maurice Thorez commence aussitôt ses explications et me dit : « Les réactionnaires français, leur Daladier et les chefs socialistes avaient pensé pouvoir semer la méfiance à l'égard de l'U.R.S.S. dans l'âme des travailleurs de France. Leur campagne contre le pacte germano-soviétique et contre la libération des populations de l'Ukraine et de la Biélorussie occidentales n'avaient pas d'autre but, mais leur coup a manqué. Le peuple de France sait que l'U.R.S.S. agit toujours dans l'intérêt des peuples, dans l'intérêt de la paix et il sait aussi que le gouvernement Daladier agit toujours dans l'intérêt des 200 familles. Il n'y a pas un seul travailleur français qui ne se réjouisse de voir le pouvoir des ouvriers et des paysans rétabli, là où naguère régnait la dictature barbare des gros propriétaires fonciers polonais et du gouvernement des Colonels. »

Désormais, grâce aux traités qu'elle vient de conclure avec les États baltes, l'U.R.S.S. est plus forte, son rôle en Europe et dans le monde est encore plus grand et de cela tous les prolétaires français se félicitent, car ils savent que chaque victoire de l'Union Soviétique est aussi leur victoire et leur ouvre de plus grandes possibilités de libération pour demain.

La pierre de touche de la fidélité du prolétariat français aux enseignements de l'Internationale Communiste dans la lutte contre la guerre impérialiste, c'est l'attachement indéfectible à l'Union Soviétique qui sous la direction du Parti de Lénine et de Staline a fait du socialisme une réalité triomphante. De ce point de vue le Parti Communiste Français a le droit d'être fier de ses militants.

— EN EFFET, LE PARTI RÉISTE MAGNIFIQUEMENT À TOUTES LES PRESSIONS ET AUX PERSÉCUTIONS.

— Quelques hommes à peine, les uns par peur, les autres parce que tenus par l'ennemi de classe, se sont reniés, mais qu'est-ce que cela à côté de la fermeté à toute épreuve dont l'ensemble de nos militants donnent l'exemple, aussi bien en prison qu'en liberté et aux armées.

Nos camarades députés et militants, poursuivis et emprisonnés montrent ce que représente la volonté de lutte et l'esprit d'abnégation des communistes ; leur exemple portera des fruits et contribuera à susciter de nouveaux dévouements à la cause immortelle du Communisme.

Daladier ne veut pas que les communistes puissent parler à la Chambre, car ils y feraient entendre quelques vérités qui porteraient loin dans le pays, c'est pourquoi il emprisonne nos élus, tandis que Blum qui s'est fait le fourrier de la répression

anticommuniste déclare que les députés communistes étant enfermés, le Parlement pourrait se réunir. Ces messieurs veulent fermer la bouche aux défenseurs de la paix, aux représentants des véritables intérêts de la France laborieuse opposés aux intérêts des marchands de canons et des magnats de la finance. Tout cela, le peuple le comprend et il le comprendra encore mieux au fur et à mesure que vont peser lourdement sur ses épaules les frais et les maux de la guerre.

Les masses populaires sont fidèles à notre Parti et à ses élus. M. Sarraut a suspendu les municipalités communistes, mais les populations privées de leurs élus peuvent constater : 1) que les pouvoirs publics placent dans les mairies des personnages, soit réactionnaires, soit radicaux, soit socialistes condamnés par le suffrage universel ; 2) que ces créatures du gouvernement se montrent impitoyables pour les pauvres gens, pour les chômeurs, pour les familles nombreuses, pour les assistés qui trouvaient toujours aide et secours auprès des élus communistes.

Ainsi le gouvernement, en même temps qu'il foule aux pieds les principes démocratiques les plus élémentaires, poursuit une politique égoïste dont les travailleurs lui demanderont compte un jour.

Les masses laborieuses nous gardent leur confiance et cela explique pourquoi la C.G.T., les agents du gouvernement, ont dû agir anti-statalement en profitant de la mobilisation de nombreux syndiqués pour chasser les militants communistes des directions syndicales et envoyer les principaux d'entre eux en prison.

Le gouvernement et ses auxiliaires de la C.G.T. se trompent s'ils croient qu'ils pourront manœuvrer la classe ouvrière selon leur bon plaisir. Quand par exemple un Chevaline signe un accord au nom des travailleurs métallurgistes qu'il ne représente nullement et dont le secrétaire général Ambroise Croizat est en prison, les ouvriers de la métallurgie savent ce que vaut un tel accord conclu sous le signe de la trahison et de la soumission complète aux volontés du Comité des Forges.

Les ouvriers sentent bien que si on traque les communistes dans les syndicats, c'est pour soumettre la classe ouvrière pieds et poings liés aux volontés despotiques des grands exploiters qui veulent prendre des revanches et tenir les travailleurs à leur merci, mais tout cela finira autrement que par des chants et des apothéoses.

— ET MAINTENANT, QUE VAS-TU FAIRE ?

— Ce que je vais faire, répond aussitôt Maurice Thorez, c'est très simple : je vais avec les camarades de la direction du Parti continuer la lutte, l'organiser, l'adapter aux circonstances actuelles, car le Parti vit, il vit et il vaincra.

La presse vendue dit que je suis déserteur. J'aurais été un déserteur si je n'avais pas fait le nécessaire pour rester à mon poste dans la bataille de classe que le peuple de France doit livrer aux fauteurs de guerre, aux fascistes, aux exploiters capitalistes.

La direction du Parti est à son poste et elle fera son devoir. Nous entendons défendre de toutes nos forces les ouvriers dont les conquêtes sociales et dont les légitimes intérêts sont foulés aux pieds par des capitalistes égoïstes et rapaces qui veulent faire de la France un pays de régression sociale et de réaction politique.

Nous entendons défendre les paysans qui ont été durement frappés par des réquisitions faites souvent selon la loi du bon plaisir, sous le signe de l'incurie et du gâchis ; nous voulons qu'on indemnise les paysans, que leur soient assurés des prix rémunérateurs pour la vente de leurs produits et que leur soient fournis les moyens de faire leurs travaux.

Nous entendons défendre les commerçants contre l'injustice fiscale qui les accable, contre les trusts qui les rançonnent et contre la politique de spoliation et de ruine poursuivie par le gouvernement des 200 familles.

Nous entendons défendre les femmes des mobilisés et leurs enfants, les réfugiés victimes de la carence gouvernementale, les vieux à qui on pourrait assurer une retraite décente avec ce que coûte une semaine de guerre.

Nous entendons défendre les soldats dont le prêt est ridiculement insuffisant, les soldats qui sont nombreux à voir dans notre grand Parti leur soutien de toujours et leur espoir.

Nous entendons, en un mot, continuer notre action pour la défense du pain, de la liberté et de la paix. Ce que nous ne pouvons pas faire au moyen de tracts à grand tirage, nous le faisons et nous le ferons par d'autres moyens plus discrets, mais non moins efficaces. En tout cas, rien ne pourra empêcher le Parti Communiste de remplir sa mission de défenseur du peuple.

— UNE DERNIÈRE QUESTION MAINTENANT. NE CRON-TU PAS QUE D'AUTRES CAMARADES DU PARTI POURRAIENT ÊTRE TENTÉS DE S'EN ALLER DE L'ARMÉE POUR POURSUIVRE LA LUTTE DANS L'ILLÉGALITÉ ?

— Non, mon cher camarade, sois sans crainte, les communistes savent où et comment ils doivent lutter. Il fallait assurer envers et contre tout la direction du Parti ; c'est à cette préoccupation que j'ai obéi et tous les travailleurs qui pensent aux luttes qui se préparent m'approuvent. Les membres du Parti luttent et lutteront là où sont les masses populaires, là où ils peuvent les influencer et les organiser, là où ils peuvent défendre leurs intérêts. Cela signifie que les communistes ont leur tâche toute tracée parmi les soldats à l'armée, parmi les ouvriers dans les usines, parmi les paysans dans les villages, parmi les réfugiés dans les centres d'évacuation, parmi les femmes des mobilisés dans toutes les localités.

Les communistes seront les meilleurs défenseurs du peuple de France, ils lutteront de toutes leurs forces contre la guerre impérialiste, pour la paix et contre le gouvernement Daladier dont il faut débarrasser notre pays.

Au cours de la première guerre impérialiste de 1914 à 1918, il fallut attendre trois ans avant d'assister au réveil du mouvement ouvrier dans les usines et au front. Maintenant, tout va plus vite et de plus la classe ouvrière qui au cours de l'autre guerre vécut dans l'ambiance de la trahison socialiste, sait que maintenant elle n'est pas et ne sera pas trahie.

Blum, Paul Faure, Jouhaux et Belin ont ajouté une trahison de plus à leurs trahisons passées, mais le Parti Communiste Français reste la grande espérance des travailleurs de notre pays.

Nous serons dignes de la mission qui nous échoit de faire demain de notre pays une France libre, forte et heureuse. Pour cela, nous lutterons en soldats fidèles de l'Internationale Communiste avec la volonté de suivre les traces du héros de Leipzig, le camarade Dimitroff. Pour cela, nous défendrons sans trêve et sans répit l'Union Soviétique de notre grand Staline, car tout ce qui sert le pays du socialisme aide les peuples à se libérer plus vite des chaînes du capital et de la barbarie fasciste.

C'est fini, il ne me reste plus qu'à prendre congé du secrétaire général de notre Parti qui va continuer dans l'illégalité son action de dirigeant clairvoyant et ferme. Et la tranquille assurance de Maurice Thorez m'empêche de confiance, d'une confiance que je voudrais pouvoir crier à tous échos, d'une confiance qui fait du bien et qui donne la certitude de la victoire.

Quelque part en France.
le 20 octobre 1939.

CONSEILS

- 1) Méfie-toi du téléphone.
- 2) Ne déchire pas les papiers, belle-les et réduis-les en cendres.
- 3) N'exagère pas l'esprit de conspiration, ne rase pas les murs avec un air de prendre tout le monde pour des policiers.
- 4) Prends une allure normale, sans affectation. La meilleure façon de passer inaperçu est de ne se différencier extérieurement en rien de tous ceux qui t'environnent.
- 5) Quand tu es au café, ne parle pas à tes amis dans le creux de l'oreille, non ; parle normalement. Si on t'observe, change de conversation. Sois prudent.

Mais prudence ne signifie pas inaction. Ce qu'il faut par-dessus tout, c'est agir, agir, agir !

PETITS CONSEILS

- 1) Ne détruis aucun exemplaire des imprimés qui te parviennent. Ton devoir est de les multiplier et de les diffuser.
- 2) Garde le moins possible des brochures, des tracts : un toi et dans ta maison.
- 3) Si tu écrites ou reproduis du matériel, fais en sorte que la distribution suive immédiatement l'impression.
- 4) Il faut que tu organises soigneusement la reproduction pour que personne ne se soupçonne.
- 5) Organise méthodiquement la diffusion, ne la laisse pas au hasard. Fais le maximum de travail avec le minimum de risques.

l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE (S.F.I.C.)
Fondateur : Jean JAURÈS

Paul VAILLANT-COUTURIER
Directeur de 1924-1929

CONTRE LA GUERRE IMPÉRIALISTE
CONTRE LE GOUVERNEMENT DALADIER
POUR LE PAIN, LA LIBERTÉ, LA PAIX

Vive l'Union des Masses Laborieuses de France!

**La Bourgeoisie abroge elle-même la légalité qu'elle a créée (Lenine)
Florimond BONTE expulsé de la Chambre et ensuite arrêté ne peut
lire la déclaration communiste. L'immunité parlementaire des Députés
Communistes est levée avec le concours des Députés Socialistes.**

Il n'y a plus de Parlement

En violation des principes les plus élémentaires de la Constitution, le gouvernement de dictature militaire a fait arrêter Florimond Bonte, pourant couvert par l'immunité parlementaire, en pleine Chambre des députés. Il exclut délibérément des travaux du Parlement les députés communistes qui représentent un million et demi d'électeurs.

Un parlement qui siège sous un tel Etat de dictature, dont les membres hurlent avec les dictateurs, dont le président ravalait sa fonction jusqu'à se faire le complice de la forfaiture, n'est plus un parlement : ce n'est plus qu'une assemblée de gens serviles, de domestiques du pouvoir dictatorial.

Ainsi, pour mener la guerre impérialiste du grand capital, le gouvernement de dictature foule aux pieds les droits de la Nation.

Le peuple de France, qui a lutté avec courage durant des années contre le fascisme, se dressera contre la dictature militaire imposée par les oligarchies financières et les éléments fascistes.

Les ouvriers socialistes se détourneront avec mépris de leur parti et de leurs chefs complices de la forfaiture.

Peuple de France ! Unissons-nous pour exiger le respect des libertés !

A bas la dictature !

A la porte, le gouvernement de réaction !

Voici la déclaration que Florimond Bonte aurait faite à la Chambre s'il n'en avait été arraché par la violence, et illégalement :

« Messieurs,

Au moment où la Chambre se réunit, trois mois après le commencement de la guerre, il est nécessaire de rappeler tout d'abord que 34 députés sont emprisonnés et 10 autres traqués par la police parce qu'ils ont défendu la cause de la paix.

Les élus communistes, que le gouvernement emprisonne et persécute au mépris de sa propre légalité, ont eu raison de demander que les représentants de la Nation soient appelés à prendre leurs responsabilités sur les problèmes de la paix, au lieu de laisser une presse vénales et des gouvernements aux ordres des 200 familles, exalter et poursuivre une politique de guerre contraire aux intérêts du peuple de France.

Il est vrai que les mots ont changé de sens, comme le faisait récemment observer le camarade Molotov, commissaire du peuple aux affaires étrangères de l'U.R.S.S. Les travailleurs français peuvent chaque jour le constater eux-mêmes à la lumière des faits.

Le gouvernement du capitalisme français ose dire qu'il défend la démocratie, mais il a détruit toutes les libertés et il fait peser sur la France une dictature militaire qui laisse loin derrière elle les périodes les plus sombres du Second Empire et de l'ordre moral.

Jaloux des lauriers de Napoléon III et des ministres de Mac-Mahon qui poursuivaient la section française de la Première Internationale, M. Daladier a dissous la section française de la Troisième Internationale, imitant en cela les gouvernements de fascisme et d'oppression dont les méthodes de violence et de terreur sont importées en France à la faveur de la guerre.

Les communistes qui dénoncent la malhonnêteté des 200 familles, des oligarchies financières internationales coupables de lancer les peuples dans la guerre pour réaliser de monstrueux profits sont persécutés, et 150 ans après la Révolution Française, la France, terre de liberté, devient terre de camps de concentration.

Il y avait déjà en France des camps de concentration pour les Espagnols qui avaient dû fuir leur malheureux pays, lorsque les républicains succombèrent sous les coups des agresseurs fascistes aidés par la politique de non-intervention des gouvernements de Paris et de Londres.

Il y avait aussi des camps de concentration pour les étrangers, mais il n'y en avait pas encore pour les Français. Désormais, cette lacune est comblée, puisque par décret le gouvernement vient de remettre en vigueur la lettre de cachet de l'ancien régime, en même temps qu'il s'est arrogé le droit d'imposer à des innocents, considérés comme suspects, la résidence forcée dans un camp de concentration, et le travail forcé.

Ainsi, le peuple de France qui fit le Front Populaire contre le fascisme se voit désormais appliquer les méthodes fascistes.

Violent les principes de la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, d'après lesquels nul homme ne peut être poursuivi si ce n'est rendu coupable d'un délit ou d'un crime, le gouvernement de M. Daladier peut, à n'importe quel moment, priver n'importe qui de sa liberté, sans que le citoyen ainsi frappé ait le droit de faire appel.

C'est là une politique odieuse de réaction dont se dégage une vérité essentielle, c'est que nos libertés sont menacées de l'intérieur, ce qui revient à dire que les ennemis du peuple de France sont en France même.

Jamais on n'était allé si loin en France dans la voie de la réaction, jamais on n'avait pareillement foulé aux pieds les principes de la liberté individuelle, jamais on ne s'était ainsi acharné à détruire toutes les garanties d'ordre politique, professionnel, juridique et autres, dont bénéficiaient les citoyens français.

D'un trait de plume le statut des fonctionnaires a été détruit. On nous a ramené plus d'un demi-siècle en arrière, et maintenant n'importe quel fonctionnaire peut être renvoyé à n'importe quel moment sous n'importe quel prétexte, ce qui ouvre la porte à tous les abus et à l'arbitraire le plus odieux.

On veut réduire le peuple français à l'esclavage le plus honteux et, pour atteindre cet objectif, on a voulu briser par avance toutes les bases de résistance à l'oppression.

Voilà pourquoi le gouvernement a dissous le Parti Communiste Français et interdit ses journaux, mais rien ne pourra tuer dans l'âme des travailleurs le grand idéal de libération humaine qu'est le communisme. Pour tous les travailleurs français, ce qui apparaît clairement, c'est que, si pour pouvoir tuer la liberté la réaction a dû préalablement frapper le Parti Communiste, c'est parce que ce Parti est le Parti de la défense de la liberté et de la résistance à l'oppression.

De même, pour pouvoir imposer aux travailleurs le prélèvement de 15 %, la suppression des délégués ouvriers élus, la destruction de toutes les conquêtes sociales, le gouvernement a dissous les orga-

nisations syndicales qui ne voulaient point admettre la tutelle des pouvoirs publics, gardaient des militants communistes à leur tête et entendaient conserver leur indépendance, condition indispensable d'une défense efficace des intérêts ouvriers.

Mais toutes ces mesures de dissolution d'organisations ouvrières et de confiscation de leurs liens n'ont pu être prises que grâce à la complicité honteuse du Parti Socialiste, dont les chefs se sont fait les fournisseurs de la répression, et grâce à l'attitude des dirigeants de la C. G. T., qui, tenus en laisse par la bourgeoisie, ont tout fait pour aboutir à la domestication des syndicats et à l'élimination de tout contrôle des masses ouvrières.

Ainsi les travailleurs mobilisés, ceux qui sont au front et à qui on dit qu'ils défendent la liberté, peuvent voir que c'est là un mensonge éhonté. La guerre qu'on fait faire au peuple de France pour- suit à l'extérieur des objectifs impérialistes, en même temps qu'elle permet à l'intérieur d'imposer un odieux régime de dictature militaire et de terreur au peuple de France.

Nous dénonçons le droit de parler de liberté aux Daladier, aux Chamberlain et aux Blum qui ont anéanti la République Espagnole. Nous dénonçons le droit de parler de liberté à ceux qui refusent l'indépendance à 300 millions d'Hindous, à ceux qui refusent la liberté et même le simple droit de vote aux peuples opprimés par les colonialistes français, à ceux qui font mourir à petit feu dans les bagues 3,000 Indochinois qui, voici sept ans, revendiquaient le droit de vivre sur la terre de leurs pères.

Nous dénonçons le droit de parler de liberté à ceux qui sacrifient au fascisme la République Tchécoslovaque parce qu'elle était démocratique et alliée de l'U.R.S.S.

On ose cyniquement prétendre que la cause de la Pologne est la cause de la liberté. C'est là un mensonge abominable. Ce qui est vrai, c'est que le gouvernement polonais, qui s'effondre au bout de quinze jours de guerre, après avoir multiplié les provocations destinées à empêcher la formation d'un front de la paix, était un gouvernement d'oppression et de fascisme, qui prit de force Wilna à la Lituanie et s'appropriait des territoires de la Tchécoslovaquie.

Aujourd'hui, le gouvernement français accorde à un gouvernement polonais, qui ne représente rien, des privilèges d'extraterritorialité qui furent refusés au gouvernement de la République Espagnole, alors que la zone du centre, de Madrid à Valence, résistait encore.

Ces attitudes contradictoires du gouvernement Daladier ont été guidées, l'une et l'autre, par le souci de sauvegarder les intérêts capitalistes.

On a étranglé la République Espagnole parce qu'il s'agissait d'infirmer un échec au prolétariat international, parce qu'il s'agissait d'empêcher les prolétaires des pays fascistes de suivre les travailleurs espagnols et français sur la voie du Front Populaire.

Cette criminelle besogne a été assumée par Léon Blum, initiateur de la non-intervention, voulue et exigée par les banquiers de la Cité de Londres et par les capitalistes internationaux ayant des intérêts en Espagne.

On comprend ainsi ce qu'a été la pression des capitalistes dans l'œuvre d'étranglement de la Ré-

Le Parti Communiste salue Florimond BONTE

Le Parti Communiste adresse à Florimond Bonte son plus ardent salut.

Seul, soutenu par Cominvin, à qui le Parti adresse également sa sympathie, au milieu d'une Chambre domestiquée, Florimond Bonte a eu le courage d'élever la voix au nom des masses laborieuses de France.

Il a rempli sa tâche avec un courage digne d'un vrai communiste.

Le Parti Communiste est fier de compter dans ses rangs des hommes de cette trempe qui continuent la tradition glorieuse de Karl Liebknecht.

L'attitude courageuse de Florimond Bonte fait ressortir davantage encore la lâcheté des renégats qui tremblent de peur et la bassesse des chefs socialistes à genoux devant le pouvoir.

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
(S. F. I. C.)

publique espagnole, on comprend quels ont été les dessous de la trahison des socialistes Besteiro et Casado.

Tandis que le capitalisme anglais se maître des mines de Rio-Tinto, nous trouvons quelques capitalistes français de marque dans la Société Minière Métallurgique de Penarroya, au capital de 309 millions de francs.

Aux côtés de M. le comte de Romanones, de M. le comte de San Martino Valperga, de M. le marquis de Villemajor, particulièrement représentatifs du capitalisme espagnol, on peut voir M. Pierre Mirabaud, M. le baron Robert de Rothschild et M. Humbert de Wendel.

Pour ce qui est de la Pologne, on peut constater aussi que le mot d'ordre de reconstitution de l'Etat polonais recouvre des intérêts capitalistes.

On comprend que les magnats de la Société Anonyme des Mines et Usines de Zinc de Silésie : M. le baron Jacques de Neullize, M. le comte Michel Komorowski, M. le comte Henckel de Donnersmarck, M. le baron Léopold de Kronenberg, M. André Massina prince d'Eulding, M. le comte Roman Potocki, soient prêts à faire tuer jusqu'au dernier soldat français pour être réintégrés dans leurs privilèges de capitalistes, mais le peuple de France n'a aucun intérêt à se battre pour cette mafia d'exploiteurs, pas plus qu'il n'a aucun intérêt à se battre pour les potentats de la Banque Franco-Polonaise, qui ne sont autres que M. le baron Jacques de Neullize, l'ancien ambassadeur auprès du tsar, M. Noulet, M. André de Panafieu, le prince de Poniatowski, etc.

Comme de 1914 à 1918, ce qui est en jeu dans cette guerre, c'est la possession des matières premières, la domination des marchés, l'hégémonie impérialiste, et tandis que le régime capitaliste, avant de disparaître, fait à nouveau couler le sang des travailleurs, nous rappellerons ce que disait Jaurès de ce régime fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme :

« Le capitalisme porte la guerre en lui comme la nuit porte le corbeau. »

« De son côté, Lénine disait dès le 1^{er} novembre 1914 :

« La guerre est une épreuve inévitable du capitalisme, une forme aussi naturelle du capitalisme que la paix. » et il ajoutait avec une profonde prescience de l'avenir : « Après cette guerre, s'il ne se produit pas une série de révolutions couronnées de succès, viendront bientôt d'autres guerres. Le comte de la dernière guerre est un dangereux conte vides de son. Le drapeau prolétarien de la guerre civile, aujourd'hui ou demain, pendant cette guerre ou après, pendant cette guerre ou pendant la prochaine, sera le point de ralliement non-seulement de centaines de milliers d'ouvriers conscients, mais aussi de millions de demi-prolétaires et de petits bourgeois bernés aujourd'hui par le chauvinisme et que les horreurs de la guerre, au lieu de les épouvanter seulement, éclaireront, instruiront, éveilleront, tremperont, prépareront à la guerre contre la bourgeoisie dans leur pays et dans les pays étrangers. »

Le capitalisme, c'est la guerre, pensent des millions de travailleurs de tous les pays, convaincus de la possibilité de détruire ce régime malhonnête, parce que déjà il a disparu sur un sixième du globe, en Union Soviétique.

Voilà pourquoi les capitalistes que des intérêts impérialistes opposent les uns aux autres, ne perdent jamais de vue les contradictions de classe qui les opposent au prolétariat international.

Voilà pourquoi on a vu pendant des années les

DÉCLARATION COMMUNISTE (suite)

capitalistes anglo-franco-allemands essayer de se mettre d'accord pour combattre le pays du socialisme, l'U.R.S.S., à qui les prolétaires du monde entier savent gré d'avoir empêché la réalisation de la Sainte-Alliance des colliers-blancs, contre le monde du travail.

Pendant des années, les capitalistes franco-anglais ont rusé avec l'Union Soviétique. Après avoir signé le pacte franco-soviétique, Laval déclarait cyniquement que cet acte diplomatique ne comportait aucun engagement pour la France ; les banquiers de la Cité de Londres et ceux de Paris auraient voulu, d'une part, se servir de la puissance de l'U.R.S.S. pour satisfaire leurs ambitions impérialistes au détriment de leurs congénères allemands, et ils auraient, d'autre part, voulu se servir de ces derniers pour frapper le pouvoir des Soviets.

Mais l'Union Soviétique, clairvoyante et guidée par le souci de défendre les intérêts des travailleurs de tous les pays, a déjoué les plans criminels des Schneiders, des Rothschild, des Deterding, des de Wendel et autres forbans du capital international pour qui la guerre est une source formidable de profits.

Pendant des années, les impérialistes anglo-français et leurs agents avaient accusé l'U.R.S.S. et les communistes de vouloir une guerre idéologique contre le fascisme, alors que toujours les communistes avaient affirmé leur volonté de braver le barrage de la paix, considérant qu'il appartient à chaque peuple de se libérer lui-même et de conquérir sa liberté.

La signature du pacte germano-soviétique aurait dû être saluée comme une contribution heureuse à la pacification du monde, mais au lieu de cela les impérialistes anglo-français se livrèrent à d'ignobles attaques contre l'U.R.S.S., contre les communistes et poussèrent la Pologne à refuser un règlement à l'amiable concernant le couloir de Dantzig, alors qu'en septembre 1938 ils avaient contraint la Tchécoslovaquie à céder sur toute la ligne.

De même que le grand socialiste allemand Karl Liebknecht se dressa courageusement contre la guerre en proclamant à la face de l'Allemagne et de l'univers : « L'ennemi est dans notre propre pays », de même nous, communistes français, que rien ne pourra empêcher de rester fidèles à nos conceptions de progrès humain, à notre idéal d'affranchissement social et à notre foi inébranlable dans l'avenir du communisme, nous dénonçons et combattons les fauteurs de guerre qui sont en France, tandis que les communistes anglais luttent en Angleterre contre les ennemis du peuple anglais et que les communistes allemands mènent le combat en Allemagne contre les ennemis du peuple allemand.

La guerre actuelle provoque une crise qui fixe des tâches nouvelles aux masses ouvrières. Durant toute la période qui a précédé la guerre, les ouvriers ne pouvaient se fixer comme objectif prochain la disparition de l'esclavage capitaliste, ils luttèrent pour améliorer leurs conditions d'existence, et la politique du Front Populaire, dont le Parti Communiste Français fut l'initiateur, donna de substantiels résultats : mais aujourd'hui, devant les misères et les souffrances accumulées à nouveau par le régime capitaliste, le grand problème de la disparition des causes des guerres impérialistes et de l'exploitation des masses laborieuses va se poser avec chaque jour plus de force devant la conscience des travailleurs.

Les capitalistes ont voulu une nouvelle guerre, une nouvelle saignée des peuples, pour en faire sortir d'immenses bénéfices, en même temps qu'une vague de réaction politique et de régression sociale, mais les travailleurs voient désormais d'où vient le mal, et ils voient aussi comment il faut le conjurer.

Sans doute, aujourd'hui comme en 1914, les petits socialistes font chorus avec les capitalistes et s'efforcent de justifier le massacre des travailleurs ; mais il y a quelque chose de changé parce que, malgré les persécutions, les communistes luttent dans tous les pays contre les fauteurs de guerre impérialistes et opposent une politique de défense des intérêts des peuples à la politique des marchands de canons et des munitionnaires.

Et puis, il y a aussi l'U.R.S.S. où l'exploitation capitaliste a disparu, l'U.R.S.S. dont la puissance vient de s'accroître, tant par le retour à la mère-patrie de 13 millions de Biélorusiens et d'Ukrainiens, naguère opprimés par les capitalistes polonais, que par la conclusion des pactes d'assistance mutuelle entre le pays des soviets et les pays

baltes.

Tout cela donne confiance et espoir aux masses laborieuses de tous les pays, aux masses laborieuses de France, qui, en dépit de toutes les campagnes de presse et de tous les mensonges officiels, savent reconnaître qui les trahit et qui les défend.

On accuse aujourd'hui les communistes d'être des agents de l'étranger : c'est là l'accusation classique dirigée de tout temps contre les révolutionnaires ; mais, ce que les travailleurs peuvent constater, c'est que le gouvernement français subordonne les intérêts français aux intérêts des banquiers de Londres et accepte que notre pays devienne une sorte de Dominions.

Tout cela ne peut pas durer, ne doit pas durer, pense le peuple de France conscients de la nécessité, pour mettre fin à la guerre, de chasser le gouvernement de honte, de misère, de guerre que préside M. Daladier. Contre ce gouvernement et contre tous ses soutiens, nous appelons les travailleurs à s'unir, à réaliser dans les usines, dans les villes et dans les villages le front unique d'action.

Tous unis, démasquons les traîtres au service du capital, les Blum, les Jouhaux et autres.

Tous unis, luttons sans merci contre le patronat rapace, contre les profiteurs et leurs protecteurs gouvernementaux.

Tous unis, luttons contre les grands capitalistes spéculateurs, fauteurs de vie chère qui sont protégés par les pouvoirs publics, cependant que sont frappés les petits détaillants.

Tous unis, luttons pour défendre les ouvriers, les paysans, les commerçants exploités, spoliés et ranconnés par les oligarches capitalistes.

Tous unis, luttons pour défendre les femmes, les mères et les enfants des mobilisés, à qui on attribue une allocation de 12 francs par jour dans la Seine et de 8 francs par jour dans les villes de plus de 5.000 habitants, cependant que les femmes anglaises dont les maris sont mobilisés touchent 30 francs par jour.

Tous unis, luttons pour défendre les soldats qui touchent un prêt ridicule de 0 fr. 75 par jour, cependant que les soldats anglais touchent 25 francs par jour.

Tous unis, luttons pour briser le joug de la dictature imposée au peuple de France par le gouvernement Daladier.

Tous unis, luttons en nous inspirant du grand exemple donné par le pays du socialisme, par la glorieuse et puissante Union Soviétique de Lénine et de Staline, et comme écrivait récemment Georges Dimitroff, le héros du procès de Leipzig, secrétaire général de l'Internationale Communiste :

« Les impérialistes des pays belligérants ont commencé la guerre pour un nouveau partage du monde, pour la domination universelle en vue de l'extermination des millions d'hommes. La classe ouvrière est appelée à en finir avec cette guerre à sa façon, dans son intérêt, dans l'intérêt de toute l'humanité travailleuse, et à supprimer ainsi, et tout jamais, les causes essentielles qui engendrent les guerres impérialistes. »

Cette perspective de destruction définitive des causes de guerre et d'exploitation humaine deviendra de plus en plus claire aux yeux des travailleurs de France, et nous sommes nombreux à vouloir tout mettre en œuvre pour qu'il en soit ainsi.

A bas la guerre impérialiste, source de profits pour les uns, de ruines et de souffrances pour les autres !

A la paix, le gouvernement de misère, de dictature, de guerre et d'assujettissement de la France aux banquiers de la Cité de Londres, à la finance internationale !

Vive l'union des masses laborieuses contre la guerre impérialiste et pour la paix !

Vive le Parti Communiste Français, section de l'Internationale Communiste, dont nul acte d'arbitraire ne pourra faire disparaître les précieux enseignements qu'il a donnés aux travailleurs !

Vive la France libre, forte et heureuse que veulent et que feront les masses laborieuses de notre pays, en luttant contre les puissances d'argent et en s'unissant sous le drapeau du communisme libérateur !

L'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS (S. F. I. C.)

N° 19 - 14 JANVIER 1940 - NE JETEZ PAS CE JOURNAL, FAITES-LE CIRCULER !

LA BOURGEOISIE VIOLE SA PROPRE LEGALITE

Le spectacle donné par les élus réactionnaires, radicaux, socialistes et renégats à la séance de la Chambre du 9 Janvier, est particulièrement édifiant. Il démontre la rage impuissante de la bourgeoisie devant la volonté insurmontable du Parti

Communiste et des masses laborieuses qui le suivent, de poursuivre leur action contre la guerre imperialiste, pour la paix.

Au mépris de la volonté d'un million et demi d'électeurs communistes, foulant aux pieds les lois constitutionnelles et le règlement de la Chambre, 500 élus au service du capital ont injurié, provoqué 4 députés communistes représentant leurs camarades emprisonnés ou empêchés de se rendre à la séance.

Comme c'était leur droit et leur devoir, ils ont refusé de se prêter à l'indigne comédie d'Union sacrée qui consiste à présenter comme un devoir patriotique le sacrifice imposé aux soldats et au peuple de France dans l'intérêt exclusif de la mafia de capitalistes qui rançonnent le pays.

La Chambre leur a appliqué la censure en leur refusant la parole comme l'exige le règlement.

Ces députés déchainés, secourus le colère, au premier desquels se mêlent des fascistes notoires comme Félix-Vignancourt et des élus socialistes, se sont rués sur eux et les ont frappés. Nos amis ont courageusement fait front à cette bande de

hyènes. Finalement, ils ont été expulsés du Parlement.

Après l'arrestation de 35 députés l'expulsion et l'arrestation illégale de Florimond Bonet, la bourgeoisie française vient de commettre une illégalité de plus.

Un parlement qui agit ainsi et qui acclame un gouvernement qui introduit ces méthodes de dictature se déshonore.

A LA PORTE,

L'AVENTURIER DALADIER

Ensemble exigeons :

Le rétablissement des libertés démocratiques

La libération des députés communistes.

Le rétablissement dans leurs droits de tous les élus et des municipalités communistes !

des municipalités communistes !

LA MONSTRUEUSE ILLEGALITE

DES POURSUITES ANTICOMMUNISTES

Dans les usines, dans les chantiers, dans les tranchées, l'annonce de l'imminent procès des députés communistes suscite un intérêt très compréhensible et une indignation croissante contre le gouvernement Daladier.

Ce procès constitue en effet une monstrueuse illégalité.

On reproche aux députés communistes d'avoir constitué un groupe ouvrier et paysan après la dissolution du Parti communiste, et d'avoir adressé

NOTRE LUTTE CONTRE LA GUERRE

Il s'agit en premier lieu de poursuivre notre campagne de redressement en ce qui concerne notre position de lutte contre la guerre. Ce travail commence est loin d'être achevé. Les difficultés de liaison et d'organisation n'ont pas encore permis de toucher l'ensemble des communistes dans tout le pays. La tâche la plus urgente est donc de faire connaître à tous les communistes, dans tous les centres, dans les entreprises et les villages, aux armées, la position du parti dans sa lutte contre la guerre impérialiste.

Les documents parus (article de Dimitroff, manifeste de l'I.S., l'occasion du XII^e anniversaire de la Révolution d'Octobre, le manifeste du P.C.F., l'interview de Maurin, la lettre d'André à Léon Kinn) doivent être portés à la connaissance de tous les communistes par tous les moyens.

Il est indispensable également que la position du parti soit connue des masses. Cet effet doit être développé par la publication de tracts, de papillons, diffusés dans les usines, dans les quartiers et les villages.

Le matériel imprimé, comportant des explications plus détaillées que celle que peut donner le matériel fait à la main, sera schématisé, mais il doit servir aussi à l'édition des feuilles volantes, dont la publication doit se développer.

Nous avons l'intention d'éditer à nouveau les "Cahiers du Bolchevisme" qui seront d'un appoint considérable pour la ligne du parti et l'éducation de nos nouveaux cadres.

Il faut attacher une importance particulière aux provocations qui se multiplient contre l'Union Soviétique. Le gouvernement Daladier et la clique des impérialistes, socialistes en tête, n'ont pas abandonné l'espoir d'avoir un nouveau Munich contre l'Union Soviétique. Ce sont les impérialistes de Londres et de Paris, qui ont incité le gouvernement de provocateurs finlandais à une attitude belliqueuse, provocante, à l'égard de l'U.R.S.S. La Finlande avait, dans le nord de l'Europe servi de base à l'agression contre l'U.R.S.S., en même temps qu'elle avait poursuivi les manœuvres pour cette agression.

Mission de Weygand en Turquie, manœuvres dans les pays balkaniques, concentration d'une armée en Orient, sous la direction de Weygand. Ce sont ces intrigues des impérialistes contre l'U.R.S.S. qui ont entraîné les gouvernements dirigeants fantoches d'Helsinki à sacrifier les intérêts du peuple finlandais au profit des impérialistes d'Occident.

Les communistes soutiennent le gouvernement populaire et le peuple finlandais dans sa lutte contre la clique réactionnaire d'Helsinki, ils saluent l'Armée Rouge qui aide le peuple de Finlande à se débarrasser de cette clique et à rétablir la paix dans son pays. À ce sujet, toutes les campagnes menées en France et dans le monde contre l'U.R.S.S., témoignent de la colère que l'U.R.S.S. ait déjoué les plans perfides d'agression dirigés contre elle. Ces campagnes montrent à son tour la volonté des capitalistes d'agresser l'U.R.S.S.

Le parti communiste affirme en la circonstance son entière solidarité avec l'U.R.S.S. et sa volonté de travailler à la défaite de tous ceux qui osent attaquer l'Union Soviétique.

CAHIERS

D U B O L C H E V I S M E

Organe théorique du Parti Communiste Français (S.F.I.C.)

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

SOMMAIRE

Le soixantième anniversaire de **Staline**.

Le Salut du Parti Communiste Français à Staline.

Editorial. — Le Parti Communiste Français (S.F.I.C.) en lutte contre la guerre impérialiste.

L'Internationale Communiste aux prolétaires et travailleurs du monde entier.

Georges Dimitrov. — La guerre et la classe ouvrière des pays capitalistes.

Le Parti Bolchevik pendant la guerre impérialiste.

Lénine. — Extraits d'articles écrits contre la première guerre impérialiste.

D'une guerre impérialiste à l'autre. — La trahison des chefs réformistes et l'action des masses ouvrières.

Les agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier.

Les provocateurs se démasquent.

Le Parti Communiste Français au peuple de France.

Maurice Thorez. — Déclaration sur la lutte à mener contre la guerre impérialiste.

André Marty. — Lettre ouverte à M. Léon Blum.

V. Molotov. — Discours au Soviet suprême sur la politique de paix de l'U.R.S.S.

Discours prononcé à l'occasion du 22^{ème} anniversaire de la Révolution d'octobre.

Résolution du Parti Communiste Français (S.F.I.C.) sur le 22^{ème} Anniversaire.

Déclarations de **Maurice Thorez** et **Jacques Duclos**.

Un appel du Parti Communiste Finlandais.

Les événements de Finlande.

Les crimes des garde-blancs finlandais.

Adresses du Parti Communiste Français (S.F.I.C.) au Parti Communiste de Finlande et au Parti Communiste Bolchevik de l'U.R.S.S.

Chronique des événements.

Qu'est-ce que le Parti Communiste Membres Français (S.F.I.C.)

Chers Camarades,

Voici cinq mois déjà que les capitalistes ont déclenché la guerre. Les travailleurs peuvent déjà constater, à la lumière des faits, que notre Parti Communiste, une fois de plus, leur avait dit la vérité. La guerre est menée pour la défense des intérêts des exploités. La réaction ne cache plus que le véritable ennemi contre lequel elle voudrait orienter la guerre, c'est l'Union Soviétique, le grand pays du socialisme. Et il est de plus en plus clair que c'est avant tout à l'intérieur, contre la classe ouvrière, contre les masses laborieuses, que les Daladier et les Reynaud, soutenus par les Blum et les Jouhaux, ont mené jusqu'aujourd'hui la guerre.

C'était pour empêcher ces vérités d'éclater que notre « Humanité » fut interdite, que notre grand Parti, plus vivant que jamais, fut officiellement dissous, que les syndicats ouvriers ont été détruits, que des milliers et des milliers de combattants révolutionnaires ont été jetés dans les prisons et les camps de concentration.

Mais, sous les coups de la répression, le Parti tient ferme et son activité se développe. Ses mots d'ordre de lutte contre la guerre impérialiste, pour la paix, pénètrent dans toutes les couches de la population laborieuse, à l'usine, à la campagne et jusque dans les tranchées. C'est le résultat de l'effort magnétique des militants innombrables, obscurs et modestes, fidèles à la classe ouvrière et à leur Parti, qui diffusent l'« Humanité » illégale et répandent à profusion les tracts. C'est le résultat de votre dévouement à tous, camarades du Parti, chers compagnons de lutte, des plus humbles aux plus justement admis pour leurs actes courageux, Bonte, Fajon, Raymond Guyot, Grenier, Michels, Mercier, Mouton et autres qui continuent et renouvellent la glorieuse tradition de Liebknecht et des députés bolcheviks pendant la première guerre impérialiste.

C'est pour essayer, bien en vain, d'enrayer les progrès de la propagande communiste que la réaction exploite la trahison d'une poignée de lâches renégats, passés à l'ennemi capitaliste. C'est pour essayer de jeter le trouble et la méfiance parmi nos militants et nos adhérents que la réaction a découvert ses propres agents, ses mouchards envoyés dans nos rangs, les Giton, Vassart, Dewez. Par de tels procédés, la réaction croit pouvoir faire hésiter, voire démolir d'autres élus, d'autres communistes. Les militants ne seront pas dupes des méthodes policières de chantage, de corruption et de décomposition.

Le Parti est fort. Il applique une ligne claire, nette, conforme à l'orientation fondamentale du mouvement ouvrier international. Cette ligne a été fixée, précisée dans la résolution de notre Comité Central, dans l'appel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, dans l'article de son secrétaire général, Georges Dimitroff, le héros du procès de Leipzig.

Chers camarades, pour le succès de la cause de la classe ouvrière, du socialisme et de la paix, luttons avec toujours plus de confiance et d'ardeur. Soyons toujours plus fermes, plus disciplinés, plus unis. Qu'à tous, l'unité du Parti soit plus chère que la prunelle de nos yeux. Déjouons les provocations de la police. Ne vous en laissez pas imposer par les mensonges et les calomnies. N'accordez pas le moindre crédit aux feuilles de la bourgeoisie et de ses valets socialistes.

Aux viles calomnies de l'ennemi, contre vos dirigeants, ripostez que, bien loin d'abandonner les responsabilités que vous leur avez confiées, ils sont en France, à leur poste de direction.

La direction du Parti, avec tout le Parti, avec toute la classe ouvrière, accomplira jusqu'au bout son devoir révolutionnaire.

Développez toujours et toujours plus cet « esprit d'initiative et d'audace » que Marx a admiré chez nos grands-pères de 1871.

Servez les rangs autour des militants dont la classe ouvrière et le Parti peuvent être fiers.

Luttons pour unir les masses laborieuses de France contre la guerre impérialiste, contre les exploités capitalistes, contre les assassins des meilleurs fils de notre peuple.

Démasquez, flétrissez les lâches, les renégats, les traîtres.

Criez leur votre mépris et votre dégoût.

Manifestez dans l'action votre fidélité au Parti, à l'Internationale Communiste, au Chef génial des travailleurs de tous les pays, à notre cher et grand Staline.

Camarades du Parti, levez haut et ferme le drapeau du Communisme, le drapeau de la lutte contre la guerre impérialiste.

Levez haut et ferme le drapeau de l'Internationale Communiste de Lénine et de Staline.

Vive le Parti Communiste Français !

Au nom du Comité Central du Parti Communiste Français
(S. F. I. C.) :

Maurice THOREZ,
Secrétaire général :

Jacques DUCLOS,
Secrétaire.

Imprimerie spéciale du P. C. F.

Peuple de France!

Depuis septembre dernier, la guerre impérialiste était sur notre pays son long cortège de souffrances, de misères et de deuils.

Ce temps a été mis à profit par les ennemis et les exploités du peuple, par tous ceux pour qui la guerre est une source de profits, par ceux qui depuis juin 1918 avaient à prendre une terrible revanche des victoires temporaires, par les masses populaires de France.

Personne désormais ne peut se tromper sur le caractère de la guerre qui est imposée au peuple de France; personne ne peut se tromper sur les objectifs que veulent atteindre les classes dirigeantes de notre pays.

Aujourd'hui, comme en 1914, c'est la conquête et la domination de débouchés, de marchés primaires, de colonies qui est à l'origine du conflit mettant aux prises les impérialismes français et anglais d'un part, et les impérialismes allemands d'autre part.

De même que l'assassinat du prince héritier d'Autriche-Hongrie à Sarajevo en 1914, fut le prétexte d'une guerre, sortie des oppositions d'intérêts des puissances impérialistes, de même la prétendue « crise » qui fait face à la France, est le prétexte du déclenchement de la guerre à laquelle les impérialismes se précipitent dans une hâte.

C'EST LA GUERRE DES OPPRESSEURS DE PEUPLES.

Mais le bandagisme impérialiste à l'origine sont de se taire et de se soumettre aux « révolutions de grande formule ». En 1914, on nous dit qu'il fallait défendre la civilisation et maintenant on prétend qu'il faut défendre la liberté des peuples et la démocratie.

Jamais ces impérialismes mécontents de leurs emplois par les gouvernements pour tromper les peuples.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

On nous dit que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres, que la guerre est la liberté des peuples les uns par les autres.

de paix sur les terres de guerre, mais cela ne pouvait être admis par ceux qui avaient tout prévu, tout organisé, en vue de la guerre.

Des usines étaient équipées, dans bien en France qu'en Amérique et en Amérique, en vue de la guerre, des capitaux étaient engagés, des coups de guerre étaient préparés, il ne fallait donc pas laisser échapper l'heure de la guerre.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

C'est le crime de « l'assommoir » qui est remis en vigueur.

Le gouvernement Daladier a demandé les droits du suffrage universel en suspendant les municipalités communistes et en provoquant la défection des élus communistes à toutes les élections locales.

C'est le rétablissement du régime du bon plaisir.

Le gouvernement Daladier a dit aux maîtres de la loi les syndicats ouvriers qui ne veulent pas se laisser dominer par les patrons, se qui ont fait réaliser en Allemagne l'hitlérisme, se qui ont fait réaliser en Allemagne l'hitlérisme.

C'est pour la classe ouvrière une situation pire que celle qui existait sous le second empire.

Le gouvernement Daladier a réduit ses ouvriers à l'esclavage en détruisant leurs conventions collectives et en supprimant les lois qui leur garantissent la sécurité de leur travail.

C'est le retour à l'exploitation illimitée des ouvriers par un patronat de droit divin.

Le gouvernement Daladier a détruit le statut des fonctionnaires et a supprimé de ce fait les garanties du fonctionnaire depuis des décades les travailleurs de la fonction publique.

C'est l'exemple de la régression sociale donnée par l'Érot ou patronat.

Comme Lénine le disait au cours de la première guerre impérialiste de 1914 : « LA BOURGEOISIE ABANDONNE LA LÉGITIMITÉ QUELLE A CRÉÉE », pour imposer aux masses laborieuses une oppression plus brutale.

Cette politique de dictature militaire et policière se traduit pour le peuple de France par :

1° la réduction des salaires du fait du prélèvement de 5 % du 15 %.

2° la suppression de la semaine de 40 heures et le prélèvement de 40 % sur les heures supplémentaires, ce qui fait qu'un ouvrier travaillant 50 heures du jour pour le prix de 40.

3° l'insuffisance des allocations militaires se montant à 12 fr. 50 par semaine pour les familles de mobilisés, ce qui fait que les familles de mobilisés ont à peine le strict nécessaire.

4° le refus des allocations militaires à de nombreuses familles, de petites gens, de commerçants qui pourtant ont fait le sacrifice de leur vie.

5° les retards intolérables apportés au paiement des allocations militaires, ce qui fait que les familles de mobilisés ont à peine le strict nécessaire.

6° l'insuffisance et la fixation arbitraire des indemnités de rapatriement pour les commerçants, artisans, victimes de la guerre, des familles de mobilisés.

7° la charte de la vie provenant de la liberté laissée aux troupes de fixer les prix de gros, comme les prix de détail, ce qui fait que les commerçants, artisans, victimes de la guerre, des familles de mobilisés.

8° l'insuffisance scandaleuse du prêt de 6 fr. 75 alloué aux soldats, insuffisance que ne compense point la création de la prime de combat, insuffisance qui paraît d'autant plus exorbitante quand on sait que les soldats anglais touchent 25 fr. par jour.

9° la réalisation de bénéfices monstrueux par les grandes sociétés capitalistes dont les valeurs ont augmenté depuis la guerre des dizaines de fois.

C'est la guerre des profits.

Tandis que la misère s'est installée dans les foyers des travailleurs, tandis que de malheureux réfugiés sont traités comme des bêtes, tandis que les soldats avec leurs 15 sous par jour se marionnent dans l'ennemi, les privations et les privations, tandis que des petits enfants manquent de lait et souffrent du froid dans des logis sans feu les marchands de randos réalisent d'énormes bénéfices.

Pour faire leurs affaires, les patrons du capital ont placé au ministère des Finances M. Doumergue qui appartient à la direction des grandes sociétés capitalistes, représentant la direction des grandes sociétés capitalistes, représentant la direction des grandes sociétés capitalistes.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

Le 25 août, l'Assemblée signa un pacte d'assistance mutuelle avec la Pologne, l'Autriche et la Belgique, de concert avec la France, elle-même, elle poussa la Pologne à la résistance, comme elle l'avait précédemment poussé à résister.

DALADIER - CHAMBERLAIN - MUSSOLINI - FRANCO & PIE XII

soutiennent la clique des fascistes finlandais contre l'U.R.S.S.

Les assassins de l'Espagne républicaine se retrouvent tous réunis pour combattre le pays où les travailleurs sont maîtres du pouvoir, tandis que la bande sinistre des Blus, des Paul Faure et des Jouhaux ose parler de la "démocratie" des réactionnaires d'Helsinki.

Travailleurs français regardez qui soutient cette prétendue démocratie et vous serez fixés. Les marquis, les princes, et les rois déchus volent à son secours.

Le qui est en train de se préparer sous le couvert de l'aide à la Finlande, c'est la guerre contre l'Union Soviétique, la guerre contre le communisme pour sauvegarder les privilèges des coffres-forts.

Des armes et des munitions françaises sont envoyées pour combattre l'URSS.

À la Chambre des Députés, Daladier avait dit: "Il faut aider la Finlande". Dès la décision de la S.D.N. la France a rempli son devoir dans une proportion qui n'est pas médiocre. Elle continuera à le faire et dans un télégramme à la S.D.N., le même Daladier a écrit: "La France entend assurer son devoir d'assistance envers la Finlande".

Français, comprenez le jeu criminel de ceux qui refusèrent aide et assistance à l'Espagne, parce que c'eût été servir la cause de la liberté, de qui, aujourd'hui, envoient des armes à leurs agents finlandais pour combattre les travailleurs de l'U.R.S.S.

Ouvriers, ne soyez pas complices de vos pires ennemis qui combattent dans l'Union Soviétique le triomphe du socialisme sur un airain du globe; par tous les moyens appropriés, en mettant en œuvre toutes vos ressources d'intelligence et toutes vos connaissances techniques, empêchez, retardez, rendez inutilisables les fabrications de guerre; contrariez ainsi l'action des gouvernements français qui aident les fascistes finlandais, et se préparent, dans la brochure-briant, à attaquer l'Union Soviétique parce qu'elle est le pays du socialisme.

Il faut tout mettre en œuvre pour rendre impossible l'envoi d'avions, de canons, de mitrailleuses et de munitions à la clique fasciste d'Helsinki dirigée par cette sombre brute de Mannerheim, l'agent de "l'Intelligence Service" aux mains rouges du sang de milliers et de milliers de travailleurs finlandais.

Quant à vous dockers, refusez carrément de charger les bateaux d'armes et de munitions destinés aux réactionnaires finlandais.

La guerre des Daladier, des Maurin, des La Rocque, des Blus et Jouhaux apparaît de plus en plus avec son vrai jour. C'est une guerre anti-ouvrière, c'est une guerre réactionnaire, une guerre dirigée contre le pays où a disparu l'exploitation de l'homme par l'homme.

Les travailleurs français ne permettront pas que les armes françaises soient envoyées aux ennemis de l'Union Soviétique, entourée de la haine des capitalistes mais aussi de la confiance des exploités de l'univers.

Daladier-Chamberlain-Mussolini-Franco-Pie XII, toute la clique de la réaction la plus noire et la plus valetaille socialiste et réformiste veut détruire l'U.R.S.S. pour restaurer l'exploitation et la répression capitaliste sur le monde du travail, mais le peuple de France sera à la pointe du combat pour obliger tout ce bande à mettre

SES LES PATES DEVANT L'UNION SOVIETIQUE ESPER DES TRAVAILLEURS DE

MONDE ENTIER

Le Parti communiste Français C.P.I.C.

EXTRAIT d'un COMPTE RENDU

d'une séance de CONSEIL de GUERRE

B...12 Janvier 1940.

Le président : Soldat R., vous êtes prévenu de refus d'obéissance; vous avez refusé de mourir en ligne! Qu'avez-vous à répondre pour votre défense?

L'accusé : Je répondrai que ne possédant rien, je n'ai rien à défendre et j'en fournis la preuve: Tenez, ce costume que je porte ne m'appartient même pas, puisque si je le détruisais vous me condamneriez pour cet acte. Et vous auriez raison parce que j'aurais détruit un objet qui ne m'appartenait pas.

Le président : Mais songez néanmoins que vous avez quelque chose à défendre: C'est le sol de France!

L'accusé : Mais, mon président, je n'en dispose pas d'une parcelle.

Le président : Ecoutez, mon ami: Lorsque vous mangez un morceau de pain, c'est le sol de France qui l'a produit; lorsque vous buvez un bon verre de vin, c'est ce même sol qui vous l'a donné.

L'accusé : D'accord, mais voilà: C'est que ce pain et ce vin on me les a fait payer très cher, en réalisant de gros bénéfices dessus, par conséquent, ayant payé ces produits une première fois avec mon argent, je ne veux pas les payer une deuxième avec mon sang! Prenez-vous deux fois vos fournisseurs, Monsieur le président?

Le président : Vous persistez donc dans votre système de défense? Réfléchissez alors qu'il en est encore temps.

L'accusé : J'ai réfléchi, et de ce fait j'ai une proposition à vous faire: La parole d'un officier français étant à considérer, je vous déclare que si vous me donnez le vôtre, qu'à partir de ce jour, tous les ouvriers et paysans de France recevront, quotidiennement, le pain et le vin à titre gratuit, je monte immédiatement en ligne et cela sans regret, parce qu'alors je saurai pourquoi je vais me battre!

Le président : Devant les arguments assez troublants de l'accusé et afin de pouvoir les examiner plus sérieusement, le tribunal renvoie le prononcé du jugement à huitaine.

VIVE LE PARTI COMMUNISTE, DÉFENSEUR
DES TRAVAILLEURS ET DES SOLDATS!
A BAS LA GUERRE IMPÉRIALISTE!
PAIX IMMÉDIATE!

LE TRAIT D'UNION

Lien vivant entre le front et l'arrière notre journal se propose d'unir les soldats aux ouvriers et aux paysans, leurs compagnons d'hier et leurs frères de classe. Tous, travailleurs des villes et des campagnes, combattants de 1939 ou vétérans de 14-18, sont liés par les mêmes souffrances et les mêmes espoirs. Et ceux qui crevent dans la boue des tranchées ont droit d'abord à la vérité. Pour qui, pourquoi meurent ceux des nôtres qui tombent à l'Est ?

Précipités malgré eux dans un nouveau carnage impérialiste, poussés à la tuerie pour une cause qui n'est pas la leur, ils aspirent à la fin du massacre et à l'édification d'un monde nouveau libéré à jamais du capitalisme et de la guerre.

La guerre actuelle est une guerre de capitalistes; les actions des Financiers et des marchands de canons montent tandis que le peuple est réduit à la misère. La liberté est étouffée. Une véritable dictature militaire est instaurée par les réactionnaires dans notre pays. Cette guerre apporte la servitude et non la liberté.

Notre journal dira donc la vérité sur la guerre actuelle. Nous démasquerons sans pitié les chefs socialistes et réformistes plats valets du capital. Nous combattrons l'ennemi qui est chez nous - la bourgeoisie exploiteuse et sanguinaire.

A bas la guerre impérialiste !
Vive l'union des ouvriers, des pay-
sans et des soldats de France !

LE CAPITALISME PORTE EN LUI LA
GUERRE COMME LA NUEE PORTE
L'ORAGE ". (Jean Jaurès)

NOS ECHOS

"IL N'Y A PAS DE PRO-
FITEURS", mais les
Trusts du lait ont
fait passer le prix
du litre de 1 F.80 à
2 F.30, mais aux ui-
nes Fives-Lille, les
bénéfices ont passé
de 6.821.785 Frs à
10.738.659 Frs, mais
la maison rouennaise
de Schneider vient d'
expédier à l'Allema-
gne par le Luxembourg
10 millions de fer.
SIX CANONS DE 470

vont sortir des usines Skoda que Daladier et Chamberlain ont offert à Hitler en lui livrant la Tchécoslovaquie. Joli cadeau de ceux qui ont fait Munich.

DEUX POIDS DEUX MESURES. Au soldat français 0 F75 par jour. Au soldat anglais 30 frs par jour. Les soldats veulent sans tarder le prêt à 5 Frs. MOBILISE DEPUIS 4 MOIS

Un soldat arrive dans sa Bretagne natale en permission et trouve sa femme et ses 2 enfants dans le dénue-
ment. La femme n'a pas encore touché un centime sur l'allocation qui lui est due. Obligé de travailler, il n'a pas sé que quelques jours en famille sur 10 jours de permission.

QUATRE JOURS DE CONGE sont accordés en principe aux femmes de mobilisés venant en permission, mais ces 4 jours sont à valoir sur le congé annuel. Voilà bien la générosité à peu de frais de Daladier toujours soucieux de plaire aux pères.

L'INTENDANCE a le
culot de faire an-
noncer que le vin
destiné aux sol-
dats, analysé à
Limoges, pèse 9°5.
Est-ce que par
hasard son trans-
port dans l'Est
et dans le Nord
aurait le don de
faire baisser
le degré ?

NOUS VOUS PROPOSONS
COMME "MISS BRO-
MURE 1940" les
vieilles rombières
décaties aux noms
à particule, qui
vont pour leur
plaisir, de temps
à autre, visiter
le front.

UN CULOT MONSTRE
Les lainages tri-
cotés par les fa-
milles sont refus-
és dans certaines
unités sous pré-
texte qu'ils ne
sont pas de cou-
leur réglementair

— 7 —

Rédaction et impression:
Quelque part sur le front.

Mars 1940 - N° 3

Soldat, sous l'uniforme
tu restes un travailleur.
Ne l'oublie jamais!

LE TRAIT D'UNION

SOLDAT - OUVRIER - PAYSAN

**DÉFENDEZ
VOS ELLIS**

Emprisonnés depuis 6 mois, les députés communistes comparaissent fin Mars devant le tribunal militaire.

Leur crime? C'est d'être restés fidèles au programme de défense du pain, de la liberté et de la paix, sur lequel ils furent élus en 1936.

Au contraire, les politiciens parjures qui les traînent en prison, les Daladier et les Blum, ont depuis longtemps renié leurs promesses pour servir la politique de guerre, de misère et de servitude exigée par les 200 familles.

Les militants communistes, eux, restent au service du peuple et dénoncent les méfaits de la clique gouvernementale actuelle.

En luttant pour la paix immédiate les députés communistes n'ont fait qu'exprimer tout haut la pensée du peuple et des soldats de France.

Soldats, exigez qu'on libère vos défenseurs, que le procès ait lieu au grand jour avec toutes les garanties politiques et non à huis clos. Envoyez des protestations aux juges, à Daladier.

Manifestez collectivement votre colère.

Exigez la mise en accusation de tous les responsables de la guerre, des Daladier, Laval, Flandin, Bonnet, Blum, Jouhaux, etc..
A la porte Daladier!



VIVE LA PAIX!

L'U.R.S.S. et la Finlande ont signé la paix.

La puissance de l'Armée Rouge et la ferme politique de STALINE ont obligé les fascistes finlandais à mettre les pouces. Les gardes blancs de Mannerheim et de Tanner, agents du capitalisme mondial, ont dû traiter avec le Gouvernement des Soviétiques. C'est une grande victoire pour la cause universelle des travailleurs dont l'Union Soviétique défend inlassablement les intérêts. C'est une victoire de la paix.

Examinant les clauses du traité de Moscou, l'expert militaire du "Times" arrive à la conclusion que l'U.R.S.S. les a dictées "plutôt pour renforcer son propre système défensif que pour détruire l'existence de l'Etat finlandais".

Mais les provocateurs de guerre sont furieux de voir leur plan déjoué. Le seul mot de paix met en rage les Chamberlain, les Daladier, les réactionnaires et les chefs socialistes, Blum en tête. Ils avaient projeté d'envoyer 50.000 soldats français (pas anglais) pour les faire tuer en Finlande. Cet attentat monstrueux ayant avorté, grâce aux Soviétiques, ils cherchent maintenant de nouveaux champs de bataille. Le général affairiste Weygand, administrateur du canal de Suez, commande dans le Proche-Orient une armée française de 400.000 hommes destinée à combattre l'U.R.S.S.

Il faut empêcher que le sang coule pour le plus grand profit des capitalistes de Paris et de Londres. Il faut en finir avec cette guerre dirigée de plus en plus contre l'Union Soviétique.

Soldats, si on vous envoie contre les travailleurs soviétiques, refusez de combattre l'Armée rouge qui est l'Armée internationale des ouvriers et des paysans. Souvenez-vous de l'exemple d'André MARTY et des Marins de la Mer Noire.

Pas un sou, pas un homme pour la guerre anti-soviétique!

Rappel immédiat de l'armée du Levant!

Retour en France de tous les soldats de Syrie!

Abas la guerre impérialiste!

Paix immédiate!

*****0000000000*****

LES SOLDATS CONTRE LA GUERRE

NUMERO SPECIAL

l'Humanité

"A Bas la guerre, à bas le Gouvernement" Faites parvenir ce
Numéro à un soldat !

C'est par ce cri, qu'en 1916, Karl LIEBKNECHT, exclu du Parlement en 1914, envoyé dans une section d'exclus de l'armée et venu en permission, rassemblait la population sur l'Alexander Platz à Berlin. Arrêté, il fut condamné à 6 ans de bagnes. Mais son mot d'ordre avait porté loin dans les usines et à l'armée.

C'est par ce même cri de "A bas la guerre, à bas Daladier, à bas le gouvernement !" qu'un soir de février 1940, à la gare de l'Est, s'ébranlait un train de permissionnaires qui rentraient à leur corps. Sur le quai, les femmes, les mères, les amis de ceux qui partaient communiquaient avec eux dans le même sentiment d'opposition à la guerre impérialiste.

Qui pourrait douter de l'importance considérable d'une telle manifestation ? Fait isolé ? Action de quelques hommes ? Ce serait déjà d'une grande valeur. Mais ce n'était pas cela. Ils étaient là des centaines, de formations militaires différentes. A peu près tous participant à la démonstration.

Ils n'avaient pas été triés sur le volet. Pour composer ce train de permissionnaires on n'avait pas choisi dans les divers régiments qu'ils rejoignaient les "fortes têtes", les ouvriers avancés, les communistes. Ils représentaient l'esprit moyen des formations où ils se trouvent.

Le silence officiel, le mutisme de la presse asservie sur cet important événement, tout cela dicté par la peur, n'empêcheront pas le cri des permissionnaires de la Gare de l'Est de retentir sur tous les points du front.

Nous pouvons même prédire qu'il franchira les mers et que son retentissement sera énorme dans cette armée d'Orient que les impérialistes de Paris et de Londres destinent à la guerre contre l'Union Soviétique.

Il n'est aucune censure au monde, aucun étouffoir capable d'empêcher des soldats de connaître ce qu'ils ont intérêt à savoir. Et quand leur parviendra, en dépit des officiels, le récit de cette démonstration, ils penseront, ils diront que les permissionnaires de la Gare de l'Est ont exprimé ce que pensent les soldats dans leur immense majorité.

o
o o
(

Cette manifestation n'est pas seulement remarquable par le fait qu'elle s'est produite malgré les mesures policières les plus sévères pour en empêcher l'explosion, malgré le mouchardage, les lourdes condamnations (5 ou 10 ans de prison) pour ceux qui se rendent "coupables" de tels faits. Elle est surtout significative par son contenu, par son caractère politique qui montre combien les idées développées par notre Parti Communiste répondent aux sentiments des larges masses et surtout des soldats.

"A bas la guerre" - c'est un sentiment très naturel chez les travailleurs, que les mensonges officiels, si grossiers, si impudents, n'ont pu corrompre. Qu'ils désident la fin de la guerre, ceux qui, depuis six mois, ont pu se rendre compte que cette guerre est faite au communisme, à la liberté, qui apprennent chaque jour de nouveaux dépôts de troupes pour l'Orient et qui voient se développer sous leurs yeux les campagnes officielles ou officieuses pour déclencher la guerre contre-révolutionnaire à l'Union Soviétique, ce n'est pas étonnant.

"LES SOVIETS PARTOUT", "THORAZ AU POUVOIR" I

"A bas la guerre, à bas le gouvernement", c'est l'adoption en 1940 de la revendication qui résonnait dans toutes les manifestations ouvrières : "Les Soviets partout", "Thoraz au pouvoir" !

L'opinion de la grande majorité, aussi bien à l'armée qu'à l'arrière, c'est que cette guerre des capitalistes ne se terminera pas sans des bouleversements intérieurs. C'est qu'il est impossible de continuer à vivre sous un régime qui engendre la misère et des guerres perpétuelles. La phrase de DIMITROV : "La classe ouvrière est appelée à en finir avec cette guerre à sa façon, dans son intérêt, dans l'intérêt de toute l'humanité travailleuse, et à supprimer ainsi, à tout jamais, les causes essentielles qui engendrent les guerres impérialistes", cette phrase est dans toutes les têtes.

L'heure vient des règlements de comptes, l'exemple de l'Union Soviétique, de la première Révolution prolétarienne triomphante est devant tous les yeux. Toutes les calomnies lancées contre elle ne peuvent rien contre le fait qu'elle suscite de larges espérances chez les travailleurs, en même temps qu'elle provoque la terreur chez les brigands impérialistes. Chaque soldat sait que si, après six mois de guerre, les capitalistes hésitent à commencer le massacre, c'est parce qu'ils ont peur de l'Union Soviétique, ils redoutent que leurs peuples arrêtent la boucherie en imitant le peuple de l'U.R.S.S.

"A BAS LA GUERRE, A BAS LE GOUVERNEMENT !"

Chez les soldats, ce cri signifie : Finissons-en avec cette guerre, à notre façon, qui n'est pas celle des impérialistes. Chassons les mal-fauteurs qui gouvernent notre pays, pour son malheur. Etablissons à sa place un véritable gouvernement du peuple, faisons la paix, et assurons à notre pays une véritable indépendance, la liberté et le bien-être. Rien n'empêchera cette idée de cheminer, de grandir et de se traduire en fait.

Les impérialistes ont engagé la guerre pour leurs intérêts sordides. Les permissionnaires de la Gare de l'Est leur rappellent qu'une autre guerre est engagée : celle des peuples secouant leurs chaînes, portant en eux les espérances de l'humanité toute entière, contre leurs oppresseurs.

"Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes"

"L'Internationale sera le genre humain"

Ces strophes de "l'Internationale" que, durant des dizaines d'années, les esclaves modernes ont chantées, seront les réalités de demain.

o-o-o-o-o-o-o
o-o-o-o-o
o-o-o
o

Rédaction et impression:
Quelque part sur le front.

Soldat! sous l'uniforme tu
restes un travailleur.
Ne l'oublie jamais!

L'Humanité du Soldat

TRAIT D'UNION

DES SOLDATS, OUVRIERS, PAYSANS

1ER MAI 1940

1er MAI: manifestation ouvrière internationale. Soldats, marins, aviateurs, nous n'oublions pas, sous l'uniforme, que nous restons des travailleurs. Fils du peuple en tenue militaire, nous revoyons, fleuries de drapeaux rouges, les démonstrations consacrées depuis un demi siècle aux revendications ouvrières.

Notre pensée va à tout ce qui nous est cher, à nos femmes, nos enfants, aux vieux parents, aux compagnons de travail avec qui nous marchions coude à coude, unis par les mêmes souffrances et les mêmes espoirs. Les mugets et les coquelicots aux boutonnieres, les gosses élevés au-dessus des foules, les bannières et les chants, les clameurs des vieux faubourgs - nous gardons au coeur toutes ces images de notre vie d'avant-guerre.

Pour le pain, la liberté, la paix.

Non, la flamme de 1936 n'est pas éteinte. Nous sommes la génération du 9 Février et de Juin 1936. Le soldat de 1940 c'est l'ouvrier ou le paysan d'hier. Il se souvient.

1er Mai 1940: tout notre passé récent nous appelle l'union contre les fauteurs et profiteurs de guerre, à l'action résolue pour la paix immédiate!

POUR QUI, POURQUOI CETTE GUERRE?

C'est notre sang, sang d'ouvriers et de paysans qui coule pour le plus grand profit des capitalistes. "Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage" disait Jean Jaurès.

La guerre avec son cortège de misères, d'horreurs et de deuils. Pour qui, pour quoi? Dans un régime fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme qu'avons-nous à défendre, nous qui ne possédons rien?

Nous ne croyons plus aux mensonges officiels, aux bobards sur "la défense de la liberté et de la civilisation". En 1914 on a eu nos aînés par la duperie des beaux principes précisément foulés aux pieds par les maîtres de l'heure. On ne nous y prendra plus.

Cette fois-ci, pas de fleurs aux fusils, pas de folie chauvine, ni de fureur guerrière. Saignée deux fois en vingt cinq ans, notre génération a appris à voir clair.

La vérité c'est que la guerre actuelle est une guerre impérialiste. Les financiers franco-anglais et les gros industriels allemands se disputent la conquête des matières premières et de nouveaux débouchés. Leur querelle n'est pas notre querelle.

C'est la guerre du fer avoue cyniquement Paul Reynaud à l'heure où des milliers de marins sombrent dans les eaux norvégiennes. Or, les magnats français, les de Wendel et les Schneider, renouvelant le scandale de Briey, n'ont pas cessé, avant et au début de cette guerre, de fournir du minerai à leurs confrères, les barons d'Outre-Rhin. Il fut même un temps où une partie de ce fer français, livré en Allemagne, est revenu sous la forme de munitions et d'armes automatiques accumulées par les Cagoulauds pour tirer sur les prolétaires français fidèles à leur Front Populaire. Lorsqu'il s'agit de sauvegarder leurs privilèges et d'asservir le peuple, les capitalistes n'ont pas de patrie.

Fer, charbon, pétrole, colonies, voilà les vrais "buts de guerre" des classes dirigeantes. C'est une sordide course aux profits. La guerre n'appauvrit pas tout le monde. De monstrueuses fortunes s'édifient sur la sueur du peuple et dans le sang des soldats.

1 milliard de dépenses par jour pour la guerre, quelle aubaine pour les marchands de canons: plus on tire d'obus, plus on anéantit de richesses, plus on détruit d'existences humaines, plus les actions montent, comme en témoigne cette note financière de l'organe du Comité des Forges:

"Les bonnes dispositions que témoignait hier le marché financier se sont notablement accentuées aujourd'hui. C'est évidemment dans les nouvelles concernant les événements de Scandinavie qu'il faut chercher la raison des achats qui ont provoqué le redressement de la cote" ("Le Temps" - II Avril).

Ainsi, les dividendes sanglants du capital sont en raison directe de l'extension du massacre!.

LA GUERRE DES RICHES CONTRE LE PEUPLE.

Les spéculateurs s'en donnent à cœur joie. Tout est matière à trafic: les fournitures pour l'Intendance, le vin, le pain et la viande des soldats. Nous "on la saute", mais de gras mercantis s'enrichissent.

Le coût de la vie augmente dans des proportions catastrophiques. La misère règne dans nos foyers pendant que nous crevons au front. Ouvrières et ouvriers s'exténuent dans les usines au régime des 60 heures, des retenues et des restrictions. Des enfants travaillent 50 heures et davantage.

L'agriculture se meurt, faute de main-d'œuvre, tandis que des paysans mobilisés doivent cultiver la terre des riches propriétaires. Le petit commerce s'étiole, grugé par les trusts fauteurs de vie chère.

Voilà ce que nous pouvons voir pendant nos trop brèves permissions.

Is les bourgeois, eux, font ripailles. Les millions valsent, les courses reprennent à Auteuil où se retrouve la gratin de la "haute", tous ceux qui font la guerre avec l'argent et la peau des autres.

De riches anglaises insultent nos malheurs par leurs parades en uniforme. Leurs indécentes coquetteries mettent en évidence la soumission de la France envers les ploutocrates britanniques. Asservi économiquement, militairement et politiquement, notre pays est transformé en "dominion" anglais.

Les ressources des deux pays sont mises en commun, nous dit-on. C'est un bluff éhonté. Chez nous les hommes de 20 à 49 ans sont mobilisés; en Angleterre on est soldat de 20 à 26 ans.... et encore!. Le soldat anglais touche 27 Frs par jour. Celui qui est marié verse là-dessus une délégation de solde à sa femme (6 Frs par jour) qui touche elle-même, en plus, une allocation quotidienne de 23 Frs et 9 Frs par enfant. Frossard a donc menti lorsqu'il a affirmé qu'il n'y avait aucune différence de traitement entre les soldats français et anglais. Quel culot!.

Chacun des actes des ministres français est d'ailleurs dicté de Londres et l'on envisage même la création d'un pseudo-parlement franco-britannique!!!.

Il a fallu, pour en arriver là, baillonner le peuple. La France, terre de liberté, est devenue terre d'esclavage. Un régime comparable à celui du régime hitlérien, et qui laisse loin derrière lui les plus sombres périodes du Second Empire, est maintenant installé chez nous.

Le plus grand Parti français, le Parti Communiste, illégalement dissous; les représentants de plus d'1.500.000 électeurs arbitrairement déchus et emprisonnés; les syndicats ouvriers détruits, à moins qu'ils se plient aux exigences patronales; la presse ouvrière supprimée, l'autre domestiquée et muselée; plus de 5.000 travailleurs emprisonnés et 10.000 parqués dans les camps de concentration, sous le soleil d'Afrique; d'héroïques militants traqués et menacés de mort en vertu de l'ignominieux décret des fusillades présenté par le socialiste Sérol - tel est le tableau de chasse de la bourgeoisie française (bien digne de ses ancêtres versaillais) après 7 mois de guerre.

Les conseils de guerre ne chôment pas. C'est la guerre contre le peuple, contre les soldats, contre tout ce qui n'est pas à genoux devant les féodaux modernes.

C'EST UNE GUERRE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE

Avec l'état de siège et la mobilisation, la guerre a fourni aux 200 familles l'occasion de prendre leur revanche. Ces messieurs, avec toute la haine et la sauvagerie qui les caractérisent, se vengent de la grande peur que leur inspira la classe ouvrière en 1936. Non contents de la destruction des conquêtes sociales de Juin, ils veulent l'extermination physique des travailleurs les plus dignes.

Comme Thiers et Bismarck en 1871, comme Clémenceau et Noske, ils sont prêts à s'entendre avec "l'ennemi" d'en face pour écraser le mouvement populaire.

Leur rêve insensé est de lancer les peuples à l'assaut de la citadelle internationale du prolétariat: l'U.R.S.S. A Munich, ils avaient déjà comploté la guerre anti-soviétique sous la houlette de Hitler. Le pacte germano-soviétique ayant brisé ce plan, les impérialistes franco-anglais jetèrent les réactionnaires finlandais, armés par eux, contre l'Union Soviétique. Un corps expéditionnaire allait partir et Daladier, sur les instances de Blum, décidait l'envoi à la tuerie d'un premier contingent de 50.000 soldats français. Mais la puissance de l'Armée Rouge et la sage politique de Staline firent mettre les poudres aux gardes blancs de Mannerheim et du socialiste Tanner.

La paix en Finlande a fait échouer le projet monstrueux des bellicistes enragés de Londres et de Paris qui pourtant ne désarment pas. Si pendant les 7 premiers mois de la guerre on n'a pas eu à déplorer plus de morts, c'est à la ferme politique de paix des Soviets que nous le devons.

Mais les bandits impérialistes veulent embraser le monde entier. Leurs efforts tendent à jeter tous les neutres dans la fournaise. Il leur faut à tout prix étendre la guerre dût l'Europe en périr. C'est pourquoi ils ont mis sur pied l'Armée du Proche-Orient destinée en premier à combattre les Soviets. Plus de 400.000 hommes sont en Syrie, sous le commandement de Weygand, administrateur du Canal de Suez et ennemi avéré du pouvoir soviétique, qui s'illustra autrefois en cravachant brutalement un soldat dans la cour de l'Ecole Militaire. Ferrassés par les fièvres et la dysenterie, loin de leurs familles, des soldats français et arabes crévent là-bas sous un climat meurtrier -pour une cause qui n'est pas la nôtre-.

Que les gouvernants ne croient pas, cependant, transformer impunément les soldats et marins français en croisés de la contre-révolution et de la guerre antisoviétique. Jamais les fils de la Révolution Française et de la Commune de Paris ne consentiront à devenir les étran-gleurs de la Révolution d'Octobre.

Nous ne marchons pas pour combattre nos frères, les ouvriers et les paysans de l'U.R.S.S. Nous saluons dans l'Armée Rouge le détachement avancé de l'Armée Internationale des travailleurs. Nous suivrons l'exemple d'André Marty et des marins de la Mer Noire. Et les Soviets, en écrasant la bourgeoisie pour instaurer le socialisme nous ont montré la voie de la libération totale.

A BAS LE GOUVERNEMENT DES JUSQU'AU BOUTISTES.

Prenez garde, bourgeois. Si vous jouez avec le feu c'est à vos risques et périls. Soldats marins, aviateurs de France, conscients de notre force, nous sommes 6 millions d'hommes sous les armes. En nous grandit la volonté de libérer à jamais notre peuple, nos femmes, nos enfants du cauchemar de l'exploitation capitaliste et des guerres.

Dans les casernes et les cantonnements, dans les casemates de la ligne Maginot, les ports et les navires, partout gronde le peuple-soldat. Nous savons désormais où est l'ennemi. Nous désignons les responsables. A nos yeux les traîtres et les criminels ce sont les hommes qui conduisent notre peuple à l'abattoir, ceux qui sacrifient la vie de la jeunesse française, ceux qui font verser le sang des soldats et des marins tout en se disant hypocritement "avares du sang français"; ce sont les Laval, Flandin, Bormet, Daladier, Blum, Reynaud, tous ces commis du capital, à plat ventre devant la finance anglaise.

"A bas le gouvernement des jusqu'au boutistes; à bas les chefs socialistes et réformistes vautés dans l'union sacrée de guerre et de trahison", voilà notre cri unanime. Jamais les infamies actuelles n'auraient été possibles sans l'appui apporté à la réaction par les Blum, les Paul Faure et les Jouhaux. Pourvoyeurs de prisons et de champs de bataille, les dirigeants S.F.I.O. et les traîtres de la C.G.T. domestiquée sont passés ouvertement dans le camp des ennemis du peuple et des fauteurs de guerre. Ils sont les plus acharnés partisans

de la guerre antisoviétique, ils couvrent les pires exactions du patronat et réclament la guillotine contre les militants communistes. Les bassesses qui leur valent aujourd'hui les louanges des potentats du capital ne seront pas oubliées à l'heure du grand règlement de comptes.

Car tout a une fin et le moment du coup de balai final approche. Les mouchards du 2ème Bureau peuvent multiplier enquêtes et questionnaires sur le moral des troupes et de la population. Une sourde et violente colère monte des profondeurs de l'Armée. Elle s'est traduite en de multiples occasions, par les rouspétances et les protestations contre la mauvaise nourriture et le défaut d'équipement, par des manifestations répétées aux cris de "A bas la guerre, à bas le gouvernement", par le refus massif de partir en Finlande et l'absence de volontaires pour la Syrie, par l'organisation de collectes en faveur des Communistes emprisonnés, par le chant de l'Internationale entonné de Brest à Strasbourg et de Montpellier à Lille: "Paix entre nous, guerre aux tyrans".

Nous savons que nous ne sommes pas seuls. De même que nous combattons ici Daladier-Reynaud, les soldats allemands combattent Hitler et les ouvriers anglais combattent Chamberlain-Churchill. La lutte internationale contre la guerre est engagée, nous saurons la poursuivre jusqu'à la paix que nous voulons tous.

UNISSONS-NOUS POUR METTRE FIN AU MASSACRE

Opposons aux bourrages de crânes des feuilles kaki les vérités contenues dans le Traité d'Union et L'Humanité qui paraissent clandestinement, à la barbe de la police. A l'exemple de ceux qui éditent Ceux de la 31ème (Le Havre), l'Etoile Rouge (Metz), Cherbourg-Naval, etc.... multiplions les organes véritables des soldats et marins.

Le 1er Mai proclamons nos revendications

Quartier libre et rétablissement des permissions.

Egalité de prêt avec les soldats anglais.

Au front les embusqués; en ligne (devant nous) les flics et les mobiles.

Exigeons la levée de l'état de siège et la libération de tous les travailleurs emprisonnés pour avoir défendu notre cause.

Retour en France des soldats de Syrie; rappel de l'armée du Levant.

A la porte le gouvernement Reynaud-Daladier-Monnet.

Paix immédiate!

Un gouvernement s'appuyant sur le peuple est seul capable de conclure une paix juste et durable et d'instaurer un régime de liberté. La bourgeoisie a fait son temps. Sa malfaisance et ses crimes ne sont que trop évidents. Elle a usé jusqu'à la corde les politiciens à son service, des réactionnaires aux socialistes. Il faut du neuf!.

Notre espoir en un ordre nouveau s'exprime dans le cri des manifestations populaires "Les Soviets partout, Thorez au pouvoir!"

A nous, soldats, marins, travailleurs, de finir cette guerre "à notre façon" comme l'a dit Dimitrov. A nous de conquérir enfin nos droits, nos libertés et la paix. Nous saurons bier alors, envers et contre tous, assurer l'indépendance de la France libre, forte et heureuse, que nous construirons ensemble.

*VIVE LE 1ER MAI D'UNION DES OUVRIERS, PAYSANS,
SOLDATS ET MARINS!
A BAS LA GUERRE IMPÉRIALISTE!
EN AVANT POUR LA PAIX ET LA LIBERTÉ!*

la Vie Ouvrière

Journal de lutte pour l'indépendance et l'unité des syndicats

PRIX: 0 fr. 50

**A BAS LA GUERRE IMPÉRIALISTE !
A LA PORTE LE GOUVERNEMENT
DES DEUX CENTS FAMILLES.**

Manifeste du Comité pour l'Indépendance et l'Unité des Syndicats à la Classe Ouvrière de France

Le capitalisme a plongé de nouveau les peuples dans la guerre. Les exploités de la classe ouvrière entraînent au massacre des millions d'hommes pour la conquête de nouveaux débouchés, de matières premières, de nouveaux territoires.

Il ne suffit pas à la minorité d'hommes qui constitue l'oligarchie financière et industrielle, d'exploiter jusqu'au sang les masses laborieuses, elle exige le sacrifice de leurs vies, pour assurer ou augmenter leurs privilèges.

La guerre est mise à profit par les capitalistes pour détruire les libertés et les lois sociales. Sous la dictature militaire, par le truchement du gouvernement de l'aventurier Daladier, la bourgeoisie réactionnaire détruit les organisations et les libertés ouvrières, avilit les salaires, augmente considérablement le temps de travail, crée de nouveaux impôts écrasants pour les travailleurs, impose des restrictions. Le coût de la vie ne cesse de croître, alors que des mesures sont prises, par décret, pour interdire aux ouvriers de réclamer l'augmentation de leurs salaires, déjà considérablement réduits par les prélèvements divers.

La misère grandit dans les foyers ouvriers, alors que les actions des grandes sociétés capitalistes montent, que les dividendes s'accroissent.

Des millions d'hommes, de femmes et d'enfants sont ainsi sacrifiés au bénéfice d'une minorité de profiteurs.

LES CHEFS TRAITRES DE LA C. G. T. COMPLICES DES PATEURS DE GUERRE ET DE MISÈRE

Grâce à l'unité syndicale réalisée en 1930, malgré l'opposition des dirigeants réformistes de la C. G. T., la classe ouvrière française réalisa des conquêtes sociales importantes. La C. G. T. unifiée, basée sur la lutte de classe, était non seulement une arme incomparable dans la lutte pour l'amélioration du sort des travailleurs, elle était également un obstacle à la politique de guerre du capitalisme.

Mais les dirigeants trahisseurs, les Jouhaux, les Belin, les Dumoulin, Chevalme et autres, ont constamment tenté d'affaiblir l'action de la classe ouvrière, de la détourner de la lutte féconde pour le bien-être, la liberté et la paix.

Les dirigeants trahisseurs portent une lourde part de responsabilités dans le déclenchement de la guerre impérialiste, ainsi que dans l'offensive déclenchée à l'intérieur contre la classe ouvrière.

Sans leurs manœuvres trahissières, sans leurs efforts pour briser l'unité ouvrière, la grande bourgeoisie n'eût pu développer, comme elle l'a fait depuis plusieurs années, sa politique qui menait tout droit à la guerre.

Ils ont, en fait, aidé les gouvernements français dans le blocus à l'égard de l'Espagne Républicaine. Liés étroitement au Parti Socialiste, ils ont soutenu Blum dans la criminelle « non-intervention »

Quand certains d'entre eux ont pris verbalement position en faveur des républicains, ils se sont toujours opposés à toute action effective des syndicats contre les gouvernements qui assassinaient la République Espagnole.

C'est dans les rangs des chefs trahisseurs de la C. G. T. qu'en septembre 1938 se trouvaient les plus fervents munichois, ceux qui acclamaient Daladier qui venait de vendre la Tchécoslovaquie à Hitler contre la promesse de celui-ci qu'il dirigeait ses coups contre l'U.R.S.S.

C'est dans les rangs de ces chefs trahisseurs que se trouvaient les pires ennemis et insulteurs de l'Union Soviétique, alors qu'il s'agissait de constituer avec elle le front de la paix.

C'est parmi eux que l'hitlérisme trouvait ses adulateurs, ceux qui lui découvraient des vertus, qui voulaient lui céder des colonies et des matières premières. C'est chez eux que se rencontraient les excitateurs à la guerre de l'Allemagne hitlérienne contre l'U.R.S.S.

Ces dirigeants, passés depuis ouvertement à la solde des capitalistes, ont tout fait pour affaiblir le mouvement ouvrier.

Quand le gouvernement Léon Blum décréta la « pause », ils lui emboîtèrent le pas. Ils injurièrent les ouvriers qui défendaient, par l'action, leurs conquêtes sociales. Lorsque Daladier prit ses premiers décrets contre les lois sociales, et que la colère grondait dans les rangs des travailleurs, ils jouèrent le rôle de frein, de briseurs de grèves.

Ils firent tout pour empêcher la grève du 30 novembre 1938. Quand ils ne purent l'empêcher, ils déployèrent leur activité en vue de la faire échouer. Ils tergiversèrent, ils refusèrent de s'incliner devant la volonté des masses. Par leur louvoiement et leur résistance, ils aidèrent le patronat et les pouvoirs publics à semer la confusion et à prendre les mesures répressives. Quelques heures avant la grève, ils finottaient encore avec les ministres, dans l'espoir d'assassiner le mouvement.

Cette action débaïste de briseurs de grèves servait les desseins du grand capital dans son offensive contre les lois sociales et dans ses perspectives de guerre.

Une des conditions pour déclencher et mener la guerre impérialiste était, pour la grande bourgeoisie, d'affaiblir le mouvement ouvrier. Les dirigeants trahisseurs l'y ont aidé.

LES TRAHISSEURS AU SERVICE DE LA GUERRE ET DE LA REACTION

Les trahisseurs de la C. G. T. se sont mis immédiatement au service du grand capital, et ont réuni l'Union Sacrée avec les ennemis de la classe ouvrière. Les chauvins et les sursitaires de 1914 se sont retrouvés dans leur élément. L'immense majorité des syndicats et des syndiqués résistait à leur trahison. Ils ont organisé la scission. Ils ont colla-

boré avec le gouvernement, le patronat et la police pour élaborer les décrets aboutissant à la dissolution des syndicats, à la confiscation de leurs biens, à l'arrestation des militants qui refusaient de se soumettre aux volontés de la bourgeoisie.

Par l'accord Majestic, ils ont sanctionné la destruction des lois sociales, ils ont ratifié toutes les mesures prises contre les ouvriers, les longues journées de travail, les réductions de salaires, les prélèvements scandaleux sur les salaires et traitements, la destitution des délégués ouvriers élus. Ils couvrent tout cela sous le masque de la défense de la patrie, comme si la patrie s'identifiait aux profits des Schneider et des de Wendel. Ils sont les guerriers avec la peau des autres, les partisans du sacrifice pour tous, c'est-à-dire du sacrifice des masses en faveur des 200 familles.

LA CLASSE OUVRIÈRE REPUDIE LES TRAHISSEURS ET USURPATEURS

Mais la classe ouvrière ne marche pas. Elle a l'expérience de la guerre de 1914-1918. Elle refuse d'emboîter le pas derrière les de Wendel, les Schneider et Cie, suivis des Jouhaux, Belin, Dumoulin et autres.

Elle considère à juste titre ces hommes comme les agents du capital dans les rangs ouvriers. Les fonctions qu'ils détiennent, elle estime avec raison qu'elles sont usurpées. Elle dénie à ces larbins de la bourgeoisie le droit de parler en son nom. Ces chefs trahisseurs sont des chefs sans troupe et sans autorité.

Mais leur malhonnêteté a abouti à la division momentanée de la classe ouvrière. Dans le moment où les syndicats sont le plus utiles, ils les ont brisés. Alors qu'il faut unir les travailleurs pour reprendre la lutte revendicative, ils prennent les bienfaits de la collaboration. C'est-à-dire la soumission aux volontés du patronat et du gouvernement qui exécute ses ordres.

L'UNION POUR L'ACTION, L'INDÉPENDANCE DES SYNDICATS À L'ÉGARD DE LA BOURGEOISIE, TELLE EST LA VOLONTÉ DES TRAVAILLEURS

La classe ouvrière n'entend pas lier son sort à celui des capitalistes de notre pays. Elle n'entend pas faire les sacrifices de leur guerre, pendant que les marchands de canons s'enrichissent. Elle veut reconstituer son unité sur la base de la charte de Toulouse, qui dit : « La C. G. T. unifiée défend les intérêts de la classe ouvrière opposés à ceux du capitalisme. »

Elle a de nombreuses revendications à formuler, et elle veut créer les conditions pour les imposer à ses adversaires de classe.

Que Jouhaux, Belin, Chevalme, Dumoulin et consorts fassent antichambre dans les ministères, qu'ils crient les bottes des Pomaret, Daladier et Paul Reynaud ; qu'en compagnie du baronnet de sa majesté britannique, Sir Walter Citrine, ils se

Fer, charbon, pétrole, colonies, voilà les vrais "buts de guerre" des classes dirigeantes. C'est une sordide course aux profits. La guerre n'appauvrit pas tout le monde. De monstrueuses fortunes s'édifient sur la sueur du peuple et dans le sang des soldats.

1 milliard de dépenses par jour pour la guerre, quelle aubaine pour les marchands de canons: plus on tire d'obus, plus on anéantit de richesses, plus on détruit d'existences humaines, plus les actions montent, comme en témoigne cette note financière de l'organe du Comité des Forges:

"Les bonnes dispositions que témoignait hier le marché financier se sont notablement accentuées aujourd'hui. C'est évidemment dans les nouvelles concernant les événements de Scandinavie qu'il faut chercher la raison des achats qui ont provoqué le redressement de la cote" ("Le Temps" - 11 Avril).

Ainsi, les dividendes sanglants du capital sont en raison directe de l'extension du massacre!.

LA GUERRE DES RICHES CONTRE LE PEUPLE.

Les spéculateurs s'en donnent à coeur joie. Tout est matière à trafic: les fournitures pour l'Intendance, le vin, le pain et la viande des soldats. Nous "on la saute", mais de gras mercantis s'enrichissent.

Le coût de la vie augmente dans des proportions catastrophiques. La misère règne dans nos foyers pendant que nous crevons au front. Ouvrières et ouvriers s'exténuent dans les usines au régime des 60 heures, des retenues et des restrictions. Des enfants travaillent 50 heures et davantage.

L'agriculture se meurt, faute de main-d'oeuvre, tandis que des paysans mobilisés doivent cultiver la terre des riches propriétaires. Le petit commerce s'étiole, grugé par les trusts fauteurs de vie chère.

Voilà ce que nous pouvons voir pendant nos trop brèves permissions.

Is les bourgeois, eux, font ripailles. Les millions valent, les courses reprennent à Auteuil où se retrouve la gratin de la "haute", tous ceux qui font la guerre avec l'argent et la peau des autres.

De riches anglaises insultent nos malheurs par leurs parades en uniforme. Leurs indécentes coquetteries mettent en évidence la soumission de la France envers les ploutocrates britanniques. Asservi économiquement, militairement et politiquement, notre pays est transformé en "dominion" anglais.

Les ressources des deux pays sont mises en commun, nous dit-on. C'est un bluff éhonté. Chez nous les hommes de 20 à 49 ans sont mobilisés; en Angleterre on est soldat de 20 à 26 ans.... et encore!. Le soldat anglais touche 27 Frs par jour. Celui qui est marié verse là-dessus une délégation de solde à sa femme (6 Frs par jour) qui touche elle-même, en plus, une allocation quotidienne de 23 Frs et 9 Frs par enfant. Frossard a donc menti lorsqu'il a affirmé qu'il n'y avait aucune différence de traitement entre les soldats français et anglais. Quel culot!.

Chacun des actes des ministres français est d'ailleurs dicté de Londres et l'on envisage même la création d'un pseudo-parlement franco-britannique!!!.

Il a fallu, pour en arriver là, baillonner le peuple. La France, terre de liberté, est devenue terre d'esclavage. Un régime comparable à celui du régime hitlérien, et qui laisse loin derrière lui les plus sombres périodes du Second Empire, est maintenant installé chez nous.

Le plus grand Parti français, le Parti Communiste, illégalement dissous; les représentants de plus d'1.500.000 électeurs arbitrairement déchus et emprisonnés; les syndicats ouvriers détruits, à moins qu'ils se plient aux exigences patronales; la presse ouvrière supprimée, l'autre domestiquée et muselée; plus de 5.000 travailleurs emprisonnés et 10.000 parqués dans les camps de concentration, sous le soleil d'Afrique; d'héroïques militants traqués et menacés de mort en vertu de l'ignominieux décret des fusillades présenté par le socialiste Sérol - tel est le tableau de chasse de la bourgeoisie française (bien digne de ses ancêtres versaillais) après 7 mois de guerre.

Les conseils de guerre ne chôment pas. C'est la guerre contre le peuple, contre les soldats, contre tout ce qui n'est pas à genoux devant les féodaux modernes.

AUX FEMMES FRANÇAISES .

Depuis des semaines des millions d'hommes arrachés à leur foyer vivent dans l'angoisse d'une mort affreuse . Les civils ne sont pas épargnés par les bombardements atroces, inévitables dans une guerre moderne, sur chacun de nous la mort rôde en permanence .

Nous, les femmes, ne voulons pas cela .

Nos gouvernements nous disent que cette guerre est la guerre pour la défense du droit et de la liberté .

Ils mentent comme ils ont menti à Munich, quand ils nous disaient avoir sauvé la paix pour 25 ans . Dans un récent discours, Monsieur Daladier, voulait excuser sa politique criminelle, expliquait qu'en cédant la Tchécoslovaquie il croyait ouvrir pour la Paix .

Aqui veut-il faire croire qu'en fortifiant la position de Hitler en Septembre 1938, en lui cédant la Tchécoslovaquie avec ses 40 divisions de soldats bien armés, sa ligne Maginot qui coûte 20 milliards d'or français, ses usines Skoda, son aviation moderne, il a œuvré pour la Paix ?... Chamberlain et Daladier ont ainsi sciemment donné à Hitler la possibilité de déclencher le carnage mondial. Vint ensuite la Pologne . Que n'a-t-on pas dit sur la Pologne ?.. Sur son armée la plus belle du monde et sur l'aide effectuée que la France et l'Angleterre allaient lui porter en cas d'attaque par l'Allemagne ?...

Ces Messieurs voudraient-ils nous expliquer comment il se fait qu'un pays de 35 millions d'âmes aussi fort militairement n'ait pu résister plus de 3 semaines ?...

Et que si la Russie n'était pas intervenue le pétrole et le blé Roumains seraient actuellement aux mains de Hitler qui aurait ainsi pu faire davantage de victimes sur le front Français .

Que sont devenus les gouvernants polonais, Becz, Sungly, Ridz et autres amis de Hitler ?... Pourrait-on nous dire au bénéfice de qui on a trahi et sacrifié la Pologne, et qui ont voulu viser en agissant ainsi ?...

On disait que la guerre actuelle avait pour but d'abattre Hitler . Aujourd'hui, sentant que cet être nuisible est prêt d'être balayé par son peuple, on clairotte qu'il ne s'agit pas seulement de Hitler, mais du germanisme en général.

Des milliers et des milliers de morts jonchent le sol polonais . Demain si la France persiste à se laisser entraîner dans le sillage Anglais, les mêmes désastres, les périls, les mêmes vagues de mort envahiront l'Europe entière . Cette guerre n'est pas la guerre du droit . C'est une guerre impérialiste avec ses buts d'expansion comme en 1914-1918.

FEMMES, CETTE GUERRE, C'EST LA MORT POUR NOS HOMMES, NOS ENFANTS, NOS PERES, NOS FRERES . NOUS DEMANDONS LA VERITE, TOUTE LA VERITE SUR CE DEFAITE MONDIAL. NOUS NE VOULONS PAS QUE NOS POILUS MEURENT POUR LA FINANCE INTERNATIONALE .

LES FRANÇAIS VEULENT VIVRE..VIVRE..VIVRE.!

VIVE LA PAIX . A BAS LA GUERRE .

FORMONS LA CHAÎNE DE LA PAIX .

Jeunes, lutez contre les capitalistes
responsables de la nouvelle guerre

Jeunes ouvriers, jeunes travailleurs, la guerre actuelle menace de transformer en un effroyable cauchemar de souffrances, de deuils et de sang, les années qui devaient être les plus belles de notre vie.

Nous sommes nés pendant ou peu après les terribles années de 1914/1918. Notre enfance fut déjà durement marquée par celle qui devait être "la dernière des guerres"; mais le capitalisme n'a attendu que le moment où nous ayons atteint l'âge de faire un soldat pour nous jeter dans une nouvelle guerre qui peut devenir d'un moment à l'autre plus épouvantable que la précédente.

Et tout comme il y a 25 ans, le gouvernement, aidé de sa presse et de sa radio, ment effrontément pour tenter de nous faire croire à une "guerre pour la défense du droit et de la liberté".

Jeunes, attention! Les mêmes rafales de mensonges ont submergé trop de nos pères en 1914. Ils ont été trop à croire alors qu'ils se battaient pour leur patrie, pour qu'il n'y ait jamais plus de guerre. La suite a montré à eux comme à nous, combien ils avaient été trompés, atrocement dupés par les capitalistes. Accepterons-nous de l'être à notre tour, les fils après les pères seront-ils des victimes?

Non! Le grand Jaurès, qui fut assassiné à la veille de l'autre guerre, a dit à notre jeunesse: "Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuee porte l'orage".

Hitler n'est pas seul responsable de la guerre. Les gouvernements réactionnaires de France et d'Angleterre l'ont préparée depuis toujours. Ils ont laissé les mains libres à Hitler quand il aurait été facile de lui imposer de reculer sans guerre. C'est bien vrai qu'il y a un an Chamberlain et son serviteur Daladier lui livraient la Tchécoslovaquie comme prime pour l'attaque contre la pacifique Union Soviétique qui a toujours défendu et continue à défendre la paix.

C'est un mensonge que la guerre actuelle est une guerre pour la liberté et pour sauvegarder l'indépendance des peuples. C'est une guerre entre capitalistes pour la domination dans le monde. La jeunesse est contre cette guerre, elle ne la soutiendra en aucune façon. C'est le capitalisme qui est l'ennemi de notre peuple et de notre jeune génération.

Jeunes ouvriers, jeunes travailleurs, la jeunesse communiste, toujours vivante malgré la répression illégale qui frappe ses militants, vous appelle à la lutte, à la résistance.

Les dirigeants de la jeunesse socialiste ont épousé la politique chauvine des Blum, Paul Faure et Jouhaux de la C.G.T. qui renouvellent leur infâme trahison de valets du capital.

Les jeunes ne s'inclineront pas, ils suivront la jeunesse communiste qui est la seule organisation défendant la cause de la jeunesse.

Jeunes ouvriers, jeunes travailleurs, jeunes socialistes, avec la jeunesse communiste, formez l'union de la jeunesse révolutionnaire pour lutter malgré la répression - contre la guerre impérialiste, pour la liberté aujourd'hui prescrite comme sous les régimes fascistes, pour le droit à la vie et pour conquérir notre avenir.-

Jeunesse de France à l'action!

Depuis six mois la guerre imperialiste est déchaînée et sème les deuils, la misère et les ruines dans notre pays.

Des centaines de milliers de jeunes ont quitté leurs parents, leurs jeunes épouses, leurs fiancées, leurs amis. Nombre d'entre ces fils de notre peuple sont déjà tombés, plongeant dans le désespoir des âmes qui les aimaient. Dans des millions de familles l'angoisse grandit et étire à la pensée de l'annonce de l'offensive du printemps et de l'hécatombe de la guerre totale, auxquelles les gouvernants les appellent à se préparer.

Sur le front, les soldats souffrent, endurent les misères et les privations, le froid et la boue d'un hiver rigoureux, auquel s'ajoute l'anxiété sur le sort des êtres chers laissés dans leurs foyers.

A l'arrière, la misère grandit, la vie renchérit chaque jour, alors que les produits alimentaires se raréfient. De vieux parents et de jeunes épouses à qui l'on a arraché leurs soutiens n'ont pour vivre que l'aumône dérisoire de l'allocation militaire.

Dans les usines militarisées, toute la classe ouvrière, les jeunes travailleurs et les jeunes travailleuses sont astreints à des journées de travail harassantes de 10 et 11 heures, cependant que les salaires sont amputés chaque jour davantage.

Depuis la guerre, le nombre de jeunes chômeurs n'a cessé de grandir. Rien n'a été fait pour ces centaines de milliers de jeunes sans travail, sans métier, exposés à devenir des déclassés.

Les campagnes manquent de bras et les vieux parents paysans, durement atteints par les scandaleuses réquisitions, se demandent comment ils pourront ens semencer la terre, et souvent sur les jeunes épaules de ceux que leur âge n'a pas permis de mobiliser repose la rude conduite de la ferme.

Les petits commerçants, dont nombre ont dû fermer boutique à la mobilisation, se voient accablés à la ruine et à la faillite par la vie chère et les trusts tout-puissants.

Les libertés démocratiques et républicaines sont supprimées et, chaque jour davantage, les principes élémentaires de la démocratie foulés aux pieds.

Utilisant la guerre à ses fins réactionnaires de classe, le grand capital et ses hommes au pouvoir ont ravi au peuple les conquêtes sociales du Front Populaire.

Pour tenter de briser la résistance populaire à la réaction et à la guerre, le gouvernement Daladier, aux ordres des 200 familles, avec l'aide des chefs trahisseurs du Parti Socialiste et de la C.G.T., a supprimé la presse libre, dissous le Parti du Pain, de la Paix et de la Liberté; le Parti Communiste, les Jeunesses Communistes, dissous les syndicats les plus puissants de la classe ouvrière et ses autres organisations de défense.

Bafouant le suffrage universel et au mépris de la volonté souveraine d'un million et demi d'électeurs, le gouvernement Daladier a fait emprisonner des députés communistes, coupables d'être restés fidèles à leur mandat. Il vient de faire procéder à leur déchéance par un Parlement de valets.

Par milliers, les meilleurs défenseurs du peuple ont été jetés dans les prisons et dans les camps de concentration à la mode hitlérienne. Des centaines de jeunes gens et de jeunes filles, emprisonnés, frappés, torturés par la police.

Mais le régime du baillon et de la terreur n'arrivera pas à étouffer la vérité.

A BAS LA GUERRE IMPERIALISTE!

Jeunes travailleurs, ouvriers, paysans, la grande bourgeoisie et sa presse asservie essaient de nous faire accepter leur guerre en proclamant que c'est une guerre pour l'indépendance et la liberté des peuples, pour la défense de la démocratie, contre le fascisme!

C'est là un mensonge qu'atteste éloquentement la politique de réaction forcée du gouvernement Daladier en ces six mois de guerre. On ne combat pas pour la liberté et contre le fascisme en supprimant les libertés démocratiques et en instaurant les méthodes de terreur fasciste dans notre pays.

NON, MILLE FOIS NON! CETTE GUERRE N'EST PAS LA GUERRE DE LA LIBERTÉ CONTRE LE FASCISME, mais la guerre des riches, la guerre des marchands de canons, la guerre imperialiste des 200 familles pour des buts de rapine: maintien de la domination des banquiers de Londres et de Paris sur leurs esclaves coloniaux, sur les matières premières et débouchés conquis, et pour en conquérir de nouveaux, c'est l'âge d'or des profiteurs, qui accumulent de scandaleux bénéfices de guerre.

L'action de la société Schneider et Cie, dont la valeur nominale est de 400 francs, a été cotée depuis la guerre 1,340 francs.

Les actions du Canal de Suez, au Conseil d'administration duquel siège le général affairiste Weygand, champion de l'agression anti-soviétique, émises à 250 francs, sont cotées 18,420 fr.

C'est la guerre imperialiste qui dresse le bloc imperialiste anglo-français contre l'imperialisme allemand pour un nouveau partage du monde.

Non, mille fois non! cette guerre n'est pas la guerre juste de défense de la Nation française, unie et dressée pour la sauvegarde de ses libertés et l'indépendance des peuples contre la barbarie fasciste; mais une guerre réactionnaire de classe, où l'ennemi principal reste, pour le grand capital qui la dirige, la classe ouvrière, ses organisations, son Parti Communiste.

La cause profonde de la guerre réside dans le régime capitaliste qui l'engendre, ainsi que le proclamait Jaurès en s'écriant:

« Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuee porte l'orage. »

Ainsi que le proclamait Anatole France en écrivant:

« On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les banquiers et les industriels. »

Jeunes communistes, jeunes prolétaires, LENINE enseignait en 1918 que: « Si le socialisme ne triomphe pas en Europe, la paix entre les Etats capitalistes ne sera qu'une trêve, qu'une interruption dans la préparation de nouveaux carnages. »

Non! Il n'est pas vrai qu'Hitler et le fascisme hitlérien, bourreaux du peuple allemand, soient seuls responsables de la guerre. La bourgeoisie française et ses partis, y compris le Parti Socialiste, comme la bourgeoisie anglaise et les siens, en sont également responsables.

Hitler a été leur homme! C'est avec l'aide de la finance internationale qu'il a pris le pouvoir et c'est grâce à la complicité, au soutien des cercles financiers de Paris et de Londres et de leurs ministres qu'il s'y est maintenu. Les capitulations successives l'ont encouragé à s'engager et à persévérer dans la voie des coups de force et c'est cette politique qui a préparé la guerre actuelle.

LES RESPONSABLES DE LA GUERRE.

L'Histoire associera dans la responsabilité de cette guerre les noms de Chamberlain, Daladier et Hitler et ceux de leurs valets socialistes et réformistes en France et en Angleterre.

Hitler a été leur homme, comme il a été celui de de la Rocque et Doriot, tant qu'il a été champion de l'anticommunisme forcené et de l'agression antisoviétique. C'est pourquoi ils ont laissé l'Allemagne hitlérienne se réarmer, c'est pourquoi ils ont toléré l'Anschluss et aidé à l'assassinat de l'Espagne républicaine par la criminelle politique de non-intervention du traître Blum, c'est pourquoi ils ont fait Munich pour sauver Hitler en sacrifiant la malheureuse Tchécoslovaquie, sur laquelle ils répandent aujourd'hui des larmes de crocodile.

La paix pouvait être sauvée, les agressions et les raptés empêchés, si les gouvernants de France et d'Angleterre l'avaient voulu, si, respectueux de la volonté de leurs peuples, ils avaient appliqué une politique sincère de sécurité collective par la réalisation sincère d'un véritable front de la paix avec l'U.R.S.S.

Mais, poursuivant leurs buts imperialistes et de classe, ils ne l'ont jamais voulu. Jusqu'au dernier moment, Chamberlain et Daladier ont tramé dans l'ombre la réalisation d'un pacte à cinq avec Hitler, Mussolini et Beck. Jusqu'au dernier moment, ils ont mis, dans leur plan machiavélique, sur l'agression hitlérienne qu'ils auraient soutenue contre l'U.R.S.S.

Le pacte de non-agression germano-soviétique, résultat du renoncement d'Hitler à ses desseins antisoviétiques, a déjoué leur plan, d'où l'éclatement de leur rage!

Et c'est pourquoi, s'étant engagés dans la guerre imperialiste, les capitalistes de Londres et de Paris, n'oubliant pas leur ennemi principal, voudraient élargir leur guerre en une guerre antisoviétique.

BAS LES PATTES DEVANT L'U.R.S.S.!

Renouant avec leur trahison de 1914, les chefs socialistes, les Blum et Paul Faure, ainsi que les dirigeants des J. S., ont de nouveau sombré dans l'UNION SACREE avec les 200 familles, les Munichois d'hier, partisans du « plutôt la servitude que la mort », sont redevenus, comme en 1914, les jusqu'aboutistes acharnés et les pires provocateurs de la guerre antisoviétique.

La politique vigilante de paix de l'Union Soviétique, déjouant les plans de guerre des Etats capitalistes, les remplit de fureur. Quand l'U.R.S.S., avec leur concours enthousiaste, libère treize millions de travailleurs de la Russie Blanche et de l'Ukraine

l'esclavage capitaliste, les soustrayant en même temps à la domination du fascisme allemand, pour leur donner l'indépendance et le bonheur dans le cadre des Républiques Socialistes Soviétiques, les « socialistes » se voilent la face et hurlent avec les aboyeurs antisoviétiques.

Après avoir tenté de faire de la Finlande (à propos de laquelle le « Times » écrivait en avril 1919: « La Finlande est la clé de Petrograd et Petrograd la clé de Moscou ») une plate-forme d'agression contre l'U.R.S.S., qui mettait leurs canons à la portée de Leningrad, les capitalistes de Londres, Paris, Rome, etc., voudraient, leur plan démasqué, déclencher l'agression sur le front avant qu'il ne soit trop tard; de là, l'aide énorme en armes, munitions et hommes apportée à la clique réactionnaire Mannerheim-Tanner, qui ont vendu leur pays à la finance internationale. Cependant qu'ils intriguent dans les Balkans et le Proche-Orient, seconde plate-forme de l'agression contre l'U.R.S.S., la France ayant rassemblé à cet effet 400,000 hommes en Syrie.

Mais, de même que la première intervention armée des impérialistes contre l'U.R.S.S. en 1919 a été brisée grâce à la solidarité internationale des travailleurs et à la fraternisation des marins des armées interventionnistes avec l'armée rouge, de même la seconde, s'ils l'osent, sera brisée. De nouveaux marins de la mer Noire, renouvelant l'exemple glorieux de leurs aînés et d'André Marty, se lèveront pour arrêter l'agression criminelle et pour imposer la paix.

En déjouant et en brisant le plan d'agression des Etats impérialistes sous la direction de Staline, l'Union Soviétique, patrie des travailleurs du monde entier, a bien servi et continuera à servir la cause de la paix et de l'humanité progressive dont elle est le rempart.

Pas un sou, pas un homme pour les fascistes finlandais, valse de Londres et de Paris, qui ont provoqué le conflit.

Bas les pattes devant l'Union Soviétique!

PAIX IMMEDIATE

Jeunesse de France, la bourgeoisie décadente, pour essayer de sauver le règne du capitalisme condamné par l'histoire, s'est engagée dans la guerre. Périssent plutôt tous les trésors de l'humanité dans la guerre totale exterminatrice, plutôt que ne périssent les privilèges de classe! Pour cela, elle est prête à vouer au charnier des millions d'hommes, de femmes et d'enfants que coûtera la guerre si le peuple ne l'arrête.

En dépit des mensonges sur la guerre de la Liberté, du Droit et de la Civilisation, voilà la Vérité!

Jeunesse de France, à tes pères, déjà en 1914 on avait dit qu'ils combattaient pour le Droit et pour la Civilisation et pour qu'il n'y ait plus de guerre.

Mais la guerre hideuse, cette grande faucheuse de la jeunesse, est revenue parce que le régime qui « la porte en elle comme la nuée porte l'orage » a subsisté.

JEUNESSE DE FRANCE, A L'ACTION!

JEUNES DE FRANCE, à l'appel de la Jeunesse Communiste, unissez-vous!

JEUNES SOLDATS, menacés dans votre vie et qui souffrez dans les tranchées, soyez unis pour obtenir le prêt de 5 francs, une nourriture saine et abondante, le contrôle de l'ordinaire par une commission de soldats élus par leurs camarades et la suppression du boni. Des permissions régulières tous les quatre mois et le transport gratuit en toutes occasions, la franchise postale complète.

Soyons unis pour mettre fin au carnage, source de profits pour les capitalistes, de misère, de pleurs pour les mamans, les épouses, les sœurs et les fiancées.

JEUNES OUVRIERS, SOLDATS DE DEMAIN, ET JEUNES OUVRIERES qui sacrifiez votre santé dans les usines et entreprises militarisées, soyez unis pour le respect intégral de la semaine de quarante heures, de l'interdiction de tout travail de nuit au-dessous de 18 ans, de l'abrogation des prélèvements de 15 p. c., de 5 p. c. et de 40 p. c. sur les heures supplémentaires et de toutes les retenues sur les salaires.

Soyons unis contre toutes les primades, contre la répression et le mouchardage policier, pour le maintien des droits acquis dans la législation du Front Populaire (respect du droit syndical dans les syndicats indépendants, de lutte de classe, l'élection des délégués ouvriers, etc.).

Soyons unis pour exiger l'organisation véritable de l'apprentissage pendant la journée de travail.

JEUNES CHOMEURS ET JEUNES CHOMEUSES, réduits à la misère et à l'esclavage, soyez unis pour obtenir l'augmentation, au niveau du coût de la vie, de l'indemnité de chômage pour du travail dans la région ou la localité choisie par vous.

Soyons unis pour l'organisation de véritables écoles d'apprentissage et de rééducation avec indemnités permettant de vivre.

JEUNES EMPLOYES ET EMPLOYEEES des magasins, des banques, de la couture, soyez unis pour une substantielle augmentation des salaires, pour à travail égal, un salaire égal, pour la suppression de tous les abus patronaux.

JEUNES PAYSANS, SOLDATS DE DEMAIN, ET JEUNES PAYSANNES, dont les bras ne peuvent suffire à remplacer ceux des absents, soyez unis pour que les riches soient seuls frappés par les réquisitions, qu'il soit mis fin aux abus et que les bons de réquisition soient rapidement remboursés.

Soyons unis pour que la prospérité dans la paix revienne dans les campagnes.

ETUDIANTS, ETUDIANTES, LYCEENS, LYCEENNES ET JEUNES INTELLECTUELS, dont les études sont sacrifiées, soyez unis pour obtenir toutes les facilités d'études, pour faire entendre notre protestation contre les mensonges et la dictature des 200 familles interdisant toute pensée libre et indépendante.

JEUNES FILLES DE FRANCE, dont la guerre brise l'avenir, dont les cœurs souffrent les angoisses du péril mortel pour le père, le frère, le fiancé, unissez-vous.

SPORTIFS, AJISTES, JEUNES DES ORGANISATIONS CULTURELLES, unissons-nous pour le maintien de nos organisations, pour l'obtention de facilités dans la pratique des sports et l'organisation des loisirs pour que notre jeunesse soit saine, cultivée, forte et heureuse.

JEUNESSE DE FRANCE, sans avenir, condamnée par un régime décadent à végéter et condamnée aujourd'hui au charnier, cette guerre n'est pas la tienne! Elle est celle de tes maîtres et les sacrifices consentis ne serviraient qu'à accroître leur puissance et à river davantage les chaînes.

Déjà les libertés, le bien le plus précieux avec la paix, sont supprimées.

JEUNES SOCIALISTES, écumés par la trahison renouvelée de vos chefs au service du grand capital, unissons-nous contre la guerre impérialiste sous le drapeau de l'internationalisme prolétarien, et pour en finir à tout jamais avec le régime capitaliste fauteur de guerre.

Des centaines de jeunes travailleurs, de jeunes filles sont emprisonnés, maltraités, torturés, pour avoir eu le courage de se dresser contre la guerre.

La misère s'accroît dans les foyers des petits et Daladier parle d'élargir les sacrifices. Sous prétexte d'égalité avec le sort de nos frères soldats, la bourgeoisie veut faire de notre pays une immense caserne, avec, comme dépendance, les camps de concentration et... les cimetières!

Elle presse le peuple pour lui faire payer le milliard quotidien que coûte la guerre; mais les riches, les marchands de canons continuent à s'enrichir sur la misère et les cadavres. Que les riches paient les frais de leur guerre, que soient confisqués leurs bénéfices de guerre.

Jeunesse de France éprise de liberté et de paix, avec les aînés, derrière le Parti et la Jeunesse Communistes, qui eux ne t'ont pas trahie, tu peux encore arrêter cette guerre, sauver ta vie, ton pain et tes libertés.

Dès 1915, en pleine guerre impérialiste, répondant à l'appel de Lénine, la jeunesse de notre pays a été à l'avant-garde de la lutte contre la guerre impérialiste.

De même que les travailleurs d'Allemagne luttent et lutteront contre la guerre, en se dressant contre leurs bourreaux, de même les travailleurs de France, comme ceux d'Angleterre, luttent et lutteront sous le drapeau de l'internationalisme prolétarien et de la fraternité des peuples pour imposer la PAIX IMMEDIATE.

A BAS LA GUERRE IMPERIALISTE!

A BAS LE GOUVERNEMENT DE REACTION ET DE GUERRE DE DALADIER!

BAS LES PATTES DEVANT L'UNION SOVIETIQUE!

VIVE L'UNION DU PEUPLE DE FRANCE ET DE LA JEUNESSE GENEREUSE pour imposer la paix!

Vive l'Internationale Communiste et son Parti Français!

Vive l'Union Soviétique de LÉNINE et de STALINE, espoir des travailleurs du monde et pays de la jeunesse heureuse!

Vive la France pacifique et heureuse, dans une Europe libérée de l'esclavage capitaliste et où pourra, enfin, régner la grande fraternité des peuples!

LA FEDERATION DES JEUNESSES COMMUNISTES DE FRANCE.

Paysans de France

Le moment est venu de dresser le bilan du gouvernement Daladier en matière de politique agricole.

De l'aveu même des responsables (Journal Officiel du 2-2-1940), le terrain n'a été ensemencé qu'à raison de 10 % dans le Nord, 15 % dans le Pas-de-Calais, 25 % dans l'Aisne, 50 % dans les départements de grande culture et 90 % (?) dans les autres départements.

Ainsi se manifeste l'incertitude, l'imprévoyance, l'incapacité d'un gouvernement qui est l'esclave des puissances capitalistes et qui sacrifie, d'un cœur léger, les intérêts de l'agriculture française aux exigences des potentats de la finance, responsables et profiteurs de la guerre.

Sans aucun ménagement, le gouvernement a abattu sa lourde main sur vos biens : il a réquisitionné à tour de bras ; il a vidé vos granges, vos greniers, vos étables, vos écuries sans même se soucier de vous payer ce qui vous était dû.

Vous êtes nombreux à attendre que vous soyez payés les primes de réquisition, qui d'ailleurs bien souvent ne correspondent pas aux dommages subis, ce qui signifie, par exemple, que la prime touchée pour la réquisition d'un cheval ne permet pas d'acheter un autre cheval pouvant rendre les mêmes services.

BRIMADES INTOLÉRABLES

Avec un sans-gêne mou, on a exigé des paysans des livraisons dans les gares alors que les voitures, les camions, les chevaux et les charretiers étaient réquisitionnés.

Avec une volonté évidente de brimer les populations rurales, le gouvernement a mobilisé dès le début de la guerre des paysans des vieilles classes, qui pendant des mois et des mois se sont morfondus dans l'ennui et l'inutilité, tandis que chez eux tout était laissé en souffrance.

Sans se soucier le moins du monde des besoins de la campagne, le gouvernement a vidé les villages de France, des charbons, des matériaux ferrants, des boulangers et des vétérinaires, laissant les paysans à l'abandon, les privant de leurs moyens de travail et livrant le bétail, sans protection, aux coups de la maladie.

LA POLITIQUE ANTI-PAYSANNE DE DALADIER

Jamais gouvernement n'avait si cyniquement agi contre les intérêts des paysans, pour obéir aux volontés des capitalistes.

C'est pour obéir à ces mesquins, dont la fortune est faite de l'exploitation des ouvriers et de la misère des paysans, que Daladier-laguerre a liquidé l'Office du blé et poursuivi une politique tendant à établir un décalage de plus en plus grand entre les prix industriels et les prix agricoles.

Depuis le 1^{er} janvier 1939, les prix industriels ont subi une hausse de 47 %, tandis que les prix agricoles, durant la même période, ont monté de 8 %. (Journal Officiel du 2-2-1940).

On voit l'objectif poursuivi par les maîtres de l'heure. Tandis que le coût de la vie augmente, ils refusent tout rajustement de salaires et traitements, ils maintiennent le prêt du soldat à un taux dérisoire, ils maintiennent les allocations militaires à des taux absolument insuffisants et ILS VEULENT QUE LE PAYSAN Vende BON MARCHÉ ET ACHÈTE CHER.

RÉSULTATS DE L'ACTION DES COMMUNISTES

Des la rentrée de la Chambre en janvier dernier, le député communiste Fajon demandait à interpellier le gouvernement pour exiger la libération des paysans des vieilles classes.

Daladier, qui ne veut à la Chambre et au Sénat que des esclaves et non des hommes libres, a, depuis, fait prononcer la déchéance des élus communistes, mais la question posée par le Parti Communiste, non seulement à la Chambre mais dans le pays, ne pouvait rester sans réponse : les communistes sont heureux que leur action ait eu pour résultat d'obliger le gouvernement à démobiliser les paysans des classes 1912, 1913, 1914 et 1915, mais ce n'est pas suffisant. Chassés du Parlement et de toutes les assemblées électives par un gouvernement de dictature, les communistes continuent à lutter dans le pays pour la démobilisation de nouvelles classes de paysans, pour l'extension des permissions agricoles aux cultivateurs mobilisés, pour la mise à la disposition des paysans de chevaux de l'armée leur permettant d'effectuer les travaux agricoles, pour le moratoire des dettes des fermages et des impôts, pour le maintien de l'Office du blé et pour une politique assurant aux paysans des prix rémunérateurs.

En déclinant ces revendications des masses paysannes françaises, les communistes mettront tout en œuvre pour obliger le gouvernement à y faire droit, et ils appellent les paysans à s'unir pour exiger ce à quoi ils ont droit.

LA PETITE PROPRIÉTÉ PAYSANNE MENACÉE

Devant la colère et l'indignation des masses paysannes, le gouvernement Daladier a été contraint de renvoyer chez eux les cultivateurs de la classe 1915 et au-dessus, mais déjà on dit dans les milieux gouvernementaux qu'on n'ira pas plus loin dans cette voie et on oppose à la libération des vieilles classes le principe des détachés spéciaux, ce qui veut dire qu'un petit propriétaire pourrait être détaché ailleurs que chez lui.

Avec un tel système, si on le laissait appliquer, des millions et des millions de petits biens, privés du mobilisé, ne pourraient pas être entièrement cultivés, après quoi il ne resterait plus à Daladier qu'à réquisitionner les champs, à les livrer aux féodaux de la terre, portant ainsi un coup mortel à la petite propriété paysanne au bénéfice des capitalistes.

Camarades paysans, pour empêcher le mauvais coup qui se prépare, il faut exiger la libération des cultivateurs appartenant aux classes 1916, 1917, 1918, etc., et faire savoir, par tous les moyens, au gouvernement que les paysans démobilisés veulent aller travailler leur terre, cette terre qu'ils ont arrosée de leur sueur et non la terre d'un quelconque châtelain ou gros propriétaire foncier.

UNE MESURE DE JUSTICE

Au surplus, la femme du paysan mobilisé, sur qui pèsent tant de peines et de soucis, est traitée en mineure ; elle ne touche qu'une allocation militaire de 4 fr. 50, alors qu'au cours de la guerre 1914-1918 elle touchait une allocation de 1 fr. 25, ce qui représentait, en francs d'aujourd'hui, de 13 à 14 francs.

Nous demandons que la femme du paysan mobilisé soit traitée comme les femmes des autres mobilisés et que le taux de son allocation ne soit pas inférieur, en pouvoir d'achat, à ce qu'il était durant la guerre de 1914-1918 et nous demandons, en outre, que l'allocation militaire soit adaptée aux fluctuations du coût de la vie par l'établissement de l'échelle mobile.

M. Paul Reynaud, qui, lui, ne souffre pas de la guerre, va dire sans doute que c'est de la démagogie ; avec les paysans de France, avec l'ensemble des travailleurs, nous répondons que c'est simplement une mesure de justice.

A BAS LA GUERRE !

Des millions de paysans ont quitté leurs champs pour rejoindre leur corps d'affectation, pour aller sur la ligne Maginot ou ailleurs. A l'armée, il y a des paysans et des ouvriers, des petites gens, mais les capitalistes n'y sont pas : ils savent se faire embusquer, et ils entassent des bénéfices de guerre scandaleux pendant que le peuple souffre.

Mais, cette fois, ce n'est pas comme en 1914 : les capitalistes n'osent pas commencer la guerre « pour de bon », parce qu'ils ont peur, qu'instruits par l'expérience les peuples liquident partout les marchands de canons et leur gouvernement, en refaisant ce que les travailleurs russes firent en 1917, sous la conduite de Lénine et de Staline.

Mais comment ne pas voir que si les journaux parlent de privés l'Allemagne de tous les moyens de faire la guerre, on voit se renouveler ce qui se produisit de 1914 à 1918 ? Durant cette guerre, les Français ne bombardèrent jamais le bassin de Briey, d'où les Allemands extrayaient du minerai de fer, et jusqu'à maintenant on peut constater qu'aucune bombe n'a été lancée ni sur les mines, ni sur les hauts fourneaux des usines de la Ruhr ; mais, quand la machine infernale de la guerre est lancée, on ne sait jamais quand elle peut aller, et c'est pourquoi tout doit être mis en œuvre pour l'arrêter.

LES CAPITALISTES HAISSENT L'UNION SOVIETIQUE

Les capitalistes qui nous ont conduits à la guerre veulent l'étendre à l'univers tout entier. Hitler, que les communistes allemands n'ont guère de combattre au péril de leur vie, était considéré comme un sauveur par les gouvernements de Londres et de Paris, ainsi que par leurs domestiques socialistes à la Blum, à la Jouhaux et Cie. Ces messieurs comptaient sur Hitler pour faire la guerre à l'U.R.S.S., où la terre des seigneurs a été donnée aux paysans, où les usines appartiennent aux ouvriers ; mais Hitler n'a pas osé se lancer contre ce grand pays qu'est l'Union Soviétique : il a eu peur et il a reculé. C'est cela et pas autre chose que ne lui pardonnent pas Chamberlain et Daladier.

Pour soutenir un gouvernement polonais, dont personne n'ose aujourd'hui défendre la politique criminelle, Chamberlain a déclaré la guerre et Daladier a suivi.

On sait ce qui est arrivé : le gouvernement polonais s'est effondré et l'U.R.S.S. a repris ce qui lui avait été volé en 1920 : elle a libéré les habitants de la Biélorussie et de l'Ukraine occidentales, qui ont voté leur intégration à l'Union Soviétique par 92 % des suffrages.

Puis, l'U.R.S.S. a signé des pactes d'assistance mutuelle avec les Etats Baltes, qui autrefois appartenaient à la Russie, et afin de garantir la sécurité de Léninegrad et faire régner la paix dans cette région de l'Europe, elle a voulu passer un accord avec la Finlande, qui, elle aussi, appartenait jadis à la Russie, et fut libérée par le pouvoir des Soviets.

LA VERITE SUR LES EVENEMENTS DE FINLANDE

La ville de Léninegrad, située tout près de la frontière, était à la portée des canons finlandais, c'est pourquoi l'U.R.S.S. proposa à la Finlande de reculer la frontière et de lui céder dans cette région 3.970 kilomètres carrés de territoire, en échange de quoi elle donnait la Carélie à la Finlande, soit un territoire de 70.000 kilomètres carrés. Le peuple finlandais voulait que cette proposition raisonnable fût acceptée, mais les capitalistes anglo-franco-américains ne le voulaient point.

Ces messieurs avaient payé et fait bâtir la « ligne Mannerheim », devant servir de base d'attaque contre l'U.R.S.S. ; ils avaient fait construire des aérodromes pour des milliers d'avions ; si l'accord s'était fait, tout cela devenait inutile : aussi organisèrent-ils des provocations contre l'Union Soviétique pour entraîner des complications.

En réponse à toutes ces manœuvres criminelles : constitua le Gouvernement populaire de la République démocratique de Finlande, qui, avec l'aide de l'armée rouge, va mettre un terme aux agissements de

la clique Mannerheim, général traître et bourreau qui a vendu la Finlande au capitalisme international.

ON PREPARE LA GUERRE ANTISOVIETIQUE

Le plan de Chamberlain et de Daladier était d'envoyer des Français, des Polonais et des Canadiens (pas des Anglais) se battre en Finlande, mais la défaite de Mannerheim doit empêcher cela. Tout ce qui permet à Mannerheim de durer quelque peu met en péril la vie de nos enfants, la vie des ouvriers français, la vie de nos paysans qui doivent vivre pour féconder de leur travail la terre de France et non mourir pour les intérêts de quelques capitalistes de Londres, de Paris et de New-York ; c'est pourquoi tous ceux qui songent à la vie des leurs doivent s'unir sous le mot d'ordre : « pas un homme, pas un sou, pas une arme pour les fascistes finlandais ».

La Finlande avait à choisir entre l'amitié avec l'U.R.S.S. et la soumission aux impérialistes britanniques : l'amitié avec l'U.R.S.S., c'était la paix et la sécurité ; la soumission à la Cité, c'est la guerre. La France est, elle aussi, dans une situation semblable : elle a suivi l'Angleterre et elle est entrée dans une aventure qui ne peut lui apporter que des malheurs.

La guerre de 1914 à 1918 nous a coûté bien cher et on nous avait pourtant dit sur tous les tons : « le Boche paiera » ; mais cette fois ce sera bien pire encore, et M. Paul Reynaud ne nous prend pas en traitre, il a carrément dit que les Français doivent payer. Faire faire la guerre aux paysans, aux ouvriers, aux petites gens, et la leur faire payer, voilà ce que veulent les malfaiteurs qui nous gouvernent.

Et voici que, par surcroît, on parle de faire la guerre à l'U.R.S.S. non seulement au Nord, mais aussi dans le Proche-Orient ; on parle d'une nouvelle expédition de Salonique, d'où des milliers de soldats reviendraient avec les lièvres, sans compter ceux qui seraient massacrés pour des intérêts qui ne sont pas les leurs.

Il faut empêcher cela et, tandis que le général affairiste, administrateur du canal de Suez, Weygand, se démène en Asie Mineure et se prépare à attaquer l'U.R.S.S., il faut lutter pour chasser le gouvernement Daladier, gouvernement de profiteurs de guerre, gouvernement de valets des puissances occultes de la finance anglo-française.

PAYSANS DE FRANCE, nous sommes victimes des machinations abominables d'une mafia capitaliste qui ne pense qu'à une chose : conserver ses privilèges.

C'est parce qu'il a dénoncé cette politique que le Parti Communiste est persécuté ; mais n'oubliez jamais que le Parti Communiste de Russie, qui avait été mis, lui aussi, dans l'illégalité en 1917, quelques mois plus tard prenait le pouvoir à la tête des masses populaires sous le drapeau de la paix.

Paysans, femmes de paysans, avant que Daladier ait pu nous lancer dans les horreurs d'une guerre totale, avant qu'il ait pu envoyer des soldats français se faire tuer en Finlande pour les capitalistes de Londres, de Paris ou de New-York, avant qu'il ait pu lancer l'armée qu'il a massée en Syrie contre l'U.R.S.S., dont les forban internationaux convoient le pétrole, avant que des millions d'hommes, de femmes et d'enfants aient été tués, il faut faire échec aux fauteurs de guerre, prêts, pour leurs intérêts de classe, à sacrifier notre pays.

Avec le Parti Communiste, luttons contre la guerre impérialiste, luttons pour que vos maris, vos enfants vous soient rendus.

A bas la guerre des profiteurs et des exploités !

Vive la France dont nous ne voulons pas qu'elle soit mise à feu et à sang par les fauteurs de guerre !

A bas le gouvernement Daladier, gouvernement de réaction, de trahison et de guerre !

Vive la paix !

Pour la paix, paysans de France, unissez-vous !

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
(S. F. I. C.)

L'Humanité

NE JETEZ PAS CE JOURNAL ! FAITES-LE CIRCULER !

POUR SAUVER NOTRE PAYS ET NOTRE PEUPLE DE LA MISÈRE, DE LA RUINE ET DE LA MORT

Les violences de la guerre sont déchaînées. Des milliers de vies humaines sont fauchées, les ruines s'accumulent.

Seul de tous les partis, le Parti Communiste a multiplié ses efforts pour éviter ce fléau à notre pays et à l'humanité.

Il a été, en 1934 et en 1936 l'instigateur du front populaire pour la paix, la paix et la liberté. Il a fait tout son possible pour rassembler les masses populaires contre les forces obscures du capitalisme qui préparaient la nouvelle boucherie mondiale.

Aidés par la trahison des chefs socialistes et des traîtres de la C.G.T., les capitalistes se sont acharnés contre le front populaire qui représentait l'intérêt des ouvriers, des paysans, des petits commerçants et de tous les gens des classes moyennes contre l'égoïsme sordide des 200 familles. Ainsi, ils ont préparé la guerre qui ensanglante l'Europe et qui commence à semer ses ruines et ses deuils sur notre pays.

Par égoïsme de classe, ils ont renforcé le fascisme international. Pour écraser le front populaire en Espagne, ils ont aidé Hitler et Mussolini à écraser la République espagnole. A Munich, ils ont sacrifié la Tchécoslovaquie, livrant à l'Allemagne hitlérienne 1.500 avions, des dizaines de milliers de mitrailleuses, des milliers de canons, des usines de guerre les plus modernes qui sont aujourd'hui utilisées contre nous.

Pendant plusieurs années, des hommes politiques qui sont aujourd'hui dans les rouages gouvernementaux n'ont cessé de flirter avec Hitler, le considérant comme le gendarme défendant le capitalisme contre le mouvement ouvrier.

Chaque jour,

ECOUTEZ RADIO-MOSCOU.
de 11h.30 à midi sur 20 m.
de 19h.07 à 19h.33- 30 m.
de 20h. à 21h. - 31.50 m.
de 22h. à 22h.30- 31.37.
40.50 m.
de 2h.30 à 3h. - 20.25,
et 31 m.
le dimanche à 15 h. sur 25 m.

En Novembre 1938, Bonnet au nom du gouvernement Daladier, recevait en grandes pompes Ribbentrop.

.....

En Juillet 1939, le même Bonnet, au nom du même gouvernement promet à l'ambassadeur d'Allemagne de mettre le communisme à la raison.

Tous ces gens préparaient la guerre, mais ils espéraient qu'elle commencerait entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. C'est pourquoi ils ont tout fait pour empêcher l'entente avec l'Union Soviétique qui, eut empêché, pour un moment au moins, la guerre.

Le Parti Communiste a dit et répété que cette guerre a été provoquée par les capitalistes. Pour avoir réclamé la paix, avant que les massacres ne commencent, des milliers de ses membres ont été jetés en prison, dans les camps de concentration ou dans les bagnes africains. D'autres sont menacés de la peine de mort !

La 5è colonne des agents du capitalisme et du fascisme est intacte dans notre pays. Des milliers de policiers, jeunes embusqués pour ce travail répugnant, ont été lancés contre les travailleurs. Le président du Conseil, le ministre de l'Intérieur et le Préfet de Police se vantent que 15.000 ouvrières et ouvriers ont été emprisonnés, 15 à 16.000 perquisitions effectuées, 44 députés communistes condamnés dont 28 sont dirigés sur les bagnes d'Afrique, des centaines d'organisations dissoutes, les journaux prolétariens supprimés.

Mais les agents hitlériens jouissent des faveurs du pouvoir. Le comité hitlérien "France-Allemagne" des de Brinon et des Jean Goy n'est pas dissous. Tous ceux qui, ces dernières années, se sont compromis avec les agents du fascisme international: les Flandin, les Bonnet, les Doriot, les marquises de Crussol, etc..... continuent impunément leurs intrigues. Mieux, on a

(suite en deuxième page)

17 MAI 1940 - N° 47

VIVE LA COMMUNE

Les Communistes s'insurgent contre une bourgeoisie qui, après avoir entraîné le pays dans une guerre désastreuse, tout en étouffant les libertés du peuple, le trahit honteusement.

Avec l'aide de Bismarck, elle écrasa la Commune dans le sang. Mais la Commune a vaincu sur l'échec du globe, en U.R.S.S. Elle vit dans le cœur du peuple de Paris qui, le 26 Mai, fleurira le Mur des Fédérés.

-:1:-

(suite de la première page)

Ils attendent le moment opportun pour servir leurs maîtres. Ceux-là sont honorés. Pour masquer cette bienveillance à l'égard des traîtres hitlériens, les réactionnaires et chefs socialistes mènent une ignoble campagne d'injures contre les communistes et décrètent contre eux la peine de mort.

Le rétablissement de la paix, la sécurité et l'indépendance du pays, la liberté et le progrès social exigent que soit impitoyablement chassé le gouvernement des 200 familles qui a entraîné notre pays dans l'aventure présente.

Un gouvernement de paix, s'appuyant sur les masses populaires, prenant des mesures contre la réaction. Un gouvernement qui s'entende sans délai avec l'Union Soviétique pour le rétablissement de la paix générale dans le monde.

SOLIDARITE OUVRIERE.

N'oubliez pas
d'honorer la mémoire de la
Commune, le
DIMANCHE 26 MAI

39

A LA PORTE, LES BANQUEROUTIERS !

(suite de la première page)

banqueroutiers qui en sont responsables, s'accrochent au pouvoir. Ils placent MANDEL l'homme à tout faire de Clemenceau à l'Intérieur, sans doute pour traquer encore plus les communistes qui, il y a 8 mois, prévoyant le désastre, demandaient qu'on étudie les possibilités de paix.

Ils appellent un MARIN, représentant du Comité des Forges, un YEARNEGARAY, homme du fascisme, ami de Franco qui est, lui, le vassal de Hitler et de Mussolini, un PETAIN protégé de l'Action Française de Ferdonnet.

WEYGAND, général de l'intervention anti-soviétique et administrateur du canal de Suez dont Goebbels est actionnaire, est appelé à diriger les opérations militaires.

Si on les laisse faire, les malfaiteurs qui dominent le pays l'entraîneront encore vers de nouvelles et plus terribles catastrophes. Tels un Thiers qui, il y a 69 ans, accepta les conditions de paix les plus draconiennes de Bismarck contre son aide pour écraser la Commune, ils sont prêts à sacrifier l'indépendance du pays à Hitler pourvu que celui-ci leur garantisse leurs privilèges capitalistes !

Quand on sait que les Munichois et les

ENTENTE CORDIALE, MAIS INEGALE

La France dépense 1 milliard de francs par jour pour la guerre. Il y a en France et dans les colonies françaises 100 millions d'habitants.

Par conséquent, la dépense par tête d'habitant est, pour la France, de 10 frs par jour, soit 3.650 Frs par an.

L'Angleterre dépense 1 milliard par jour. Il y a en Angleterre, dans ses Dominions et ses colonies, 500 millions d'habitants.

Par conséquent, la dépense par tête d'habitant est, pour l'Angleterre, de 2 frs.50 par jour, soit 912 frs.50 par an.

Les Anglais paient le 1/4 de ce que paient les Français. Voilà ce qu'on appelle l'égalité devant les sacrifices !

agents d'Abets sont toujours au Gouvernement, que les Cagoulards sont "chargés de mission", que Doriot est à la Censure militaire à Senlis, on comprend que la 5ème colonne qui n'est pas pour rien dans les succès de l'armée hitlérienne, n'est pas descendue en parachute. Elle siège au gouvernement.

Pour sauver notre malheureux pays, il faut chasser cette racaille de fauteurs de guerre et de réactionnaires et leurs valets socialistes ! Il faut libérer les ouvriers emprisonnés et déportés dans les camps, libérer les élus du peuple.

Il faut les réintégrer dans leurs fonctions, rétablir les libertés démocratiques, les lois sociales et contrats collectifs, abolir les nouveaux impôts et faire payer les riches.

Il faut constituer un gouvernement de paix, s'appuyant sur les masses populaires, prenant des mesures immédiates contre la réaction et s'entendant avec l'U.R.S.S. pour rétablir la paix générale.

La constitution d'un tel gouvernement aurait comme conséquence le développement puissant des forces anti-impérialistes en Allemagne. Il ferait gagner à une France libre les peuples du monde entier comme alliés pour imposer la paix dans la sécurité et l'indépendance nationale.

LA GUERRE DES RICHES (suite)

Et enfin, sous le titre: "La répression des menées anti-nationales": "Deux mécaniciens de Chatou, René Dejean et Marcel Hervé, viennent, pour propagande communiste d'être condamnés à dix ans de prison chacun".

D'après le "TEMPS" du 18 Mai: "Les Hauts Fourneaux, Forges et Aciéries de Pompey augmentent leur capital de 60 à 75 millions par l'incorporation des réserves. Chaque propriétaire de 4 actions recevra gratuitement une cinquième !

Les Chantiers de St-Nazaire feront de même. Mais leurs actionnaires sont encore plus heureux: ils recevront un cadeau de 3 actions nouvelles pour 7 anciennes !

l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU
PARTI COMMUNISTE
FRANÇAIS (S.F.I.C.)

17 JUIN 1940 - N° 55 -

Fondateur : Jean JAURES.

Rédacteur en chef de 1926 à 37 : P. VAILLANT COUTURIER

NE JETEZ PAS CE JOURNAL ! FAITES-LE CIRCULER !

*Proletaires de tous les pays
unissez-vous !
Proletarier aller linder, vereinigt euch !*

Pour la Paix par l'entente avec l'U.R.S.S.

La situation militaire
Après l'occupation de Paris la situation militaire s'est encore aggravée.

En Normandie, l'armée allemande est arrivée à l'ouest d'Evreux.

Au sud de Paris elle semble se rapprocher de la Loire, tandis que la colonne qui avait pris Reims a progressé jusqu'à Sens et Troyes, d'une part -probablement pour envelopper l'armée en retraite au sud de Paris et au-delà de Chaumont jusqu'à Gray d'autre part. Cette avancée derrière les Vosges menace dangereusement toute la ligne Maginot d'encerclement, d'autant plus que les allemands ont réussi à traverser le Rhin, près de Colmar et de percer la ligne près de la Sarre.

Après l'entrée en guerre de Mussolini

Les armées italiennes ont occupé quelques localités le long de la frontière. De part et d'autre des bombardements ont eu lieu (Toulon, la Corse, Gênes, etc..)

Mais l'événement le plus significatif est le fait que Franco, ce grand ami du ministre fasciste Ybarnegaray, a fait occuper par les troupes espagnoles le port international : Tanger, portant ainsi un premier coup aux intérêts des impérialistes anglo-français. C'est probable-

ment pour les remercier de l'aide indirecte qu'ils lui ont fournie pendant la guerre d'Espagne en faisant étrangler la République par la prétendue "non-intervention" de leur larchin Léon Blum!

Lloyd George vient de déclarer dans un article que si on n'avait pas fait la "non-intervention" ce serait aujourd'hui 1 Million de défenseurs de la démocratie qui garderaient l'entrée de la Méditerranée au lieu d'un million de fascistes. Mr. Lloyd George ne comprend donc pas que la Cité de Londres et les 200 Familles et leurs Chamberlain, Daladier et Blum préféreraient voir installés en Espagne des fascistes défenseurs du capital, plutôt que des vrais démocrates, défenseurs des intérêts populaires et amis du pays des Soviets.

Du nouveau à l'Est
L'Union Soviétique a adressé le 14 Juin un ultimatum à la Lithuanie qui expirait le 15 au matin. De quoi s'agissait-il? Des soldats rouges, des garnisons soviétiques, en territoire lithuanien avaient été enlevés et torturés par la police lithuanienne qui voulait leur soutirer des renseignements militaires. Certains avaient pu s'enfuir, d'autres n'ont

(suite page 2)

La grave situation de PARIS

Le gouvernement des 200 Familles, comme pour calmer sa mauvaise conscience, fait annoncer par sa Radio que le ravitaillement de Paris est assuré.

Les ménagères qui font le marché ne sont pas de cet avis et elles rendent responsables de cet état de choses les pouvoirs publics qui ont fait évacuer d'office des villages entiers de la grande banlieue au nord-Ouest de Paris, forçant les paysans d'abandonner leur bétail, leurs volailles, leurs champs et leurs jardins, alors que toute cette contrée fut occupée sans combat. Maintenant les mamans ne peuvent plus trouver de lait frais pour les bébés. Il n'y a plus ni fruits, ni légumes verts et même les pommes de terre sont devenues rares.

Mais le scandale le plus monstrueux c'est l'évacuation de toutes les Caissees publiques. Les allocations de chômage, celles aux femmes de mobilisés, celles aux veuves de guerre ne sont plus payées.

Les petits épargnants eux-mêmes, qui avaient mis quelques milliers de francs à la Caisse d'Epargne sont aujourd'hui condamnés à la famine.

(suite page 2)

POUR LA PAIX. par l'entente avec l'U.R.S.S. (suite)

pas été retrouvés. Un deuxième reproche que l'U.R.S.S. avait à faire à la Lithuanie est le fait que celle-ci avait signé un traité militaire secret avec les 2 autres pays baltes, sans en aviser l'U.R.S.S. et en violation flagrante du traité d'amitié lithuano-soviétique. Enfin, le gouvernement lithuanien avait saboté l'exécution de ce traité par tous les moyens possibles afin de rendre difficile le maintien des troupes soviétiques sur le territoire lithuanien. Un grand nombre de personnes de nationalité lithuanienne, employées à certains travaux dans les garnisons soviétiques avaient été arrêtées et envoyées dans des camps de concentration.

En réparation des actes anti-soviétiques commis, le gouvernement soviétique exigea le remplacement du Ministre de l'Intérieur et du chef de la police. Il demanda, en outre, en garantie contre la mauvaise volonté des cercles dirigeants lithuaniens le droit de libre passage pour l'Armée Rouge et le droit d'installer des garnisons sur tous les points du territoire.

Ces conditions ont été acceptées le 15 juin à 9 heures. Elles ont eu immédiatement un commencement d'exécution. Un nouveau gouvernement a été formé. L'U.R.S.S. a installé une garnison à Kaunas, la capitale de la Lithuanie.

Une crise ministérielle s'est ouverte en Roumanie. Sans nul doute, elle ne pourra être résolue qu'en tenant compte de l'existence d'une puissante Union Soviétique qui a la volonté bien arrêtée de n'admettre aucune menace contre ses frontières.

La situation politique

Paul Reynaud, après l'abandon de Paris, a lancé un appel à Roosevelt. La réponse ne constitue qu'une promesse très platonique; Les Etats-Unis ne reconnaîtront aucune annexion au détriment de la France. Mais ils refusent toute aide militaire.

Un Conseil des Ministres a examiné cette réponse afin d'en conclure, si oui ou non la France pouvait continuer à se battre, seule, sur son territoire. Dimanche soir la Radio ne savait pas encore quelle décision avait été prise.

Est-ce que la Cité de Londres obtiendra la continuation du massacre de nos frères et de nos fils, pour permettre à l'Angleterre impérialiste, avec ses 40 Millions d'habitants, d'en exploiter 400 Millions ?

Où la volonté de paix du peuple français obtiendra-t-elle gain de cause ?

C'est du peuple lui-même que dépend la réponse ! Par notre action nous devons imposer une paix dans la sécurité, en exigeant par tous les moyens, un gouvernement s'appuyant sur les masses populaires, s'entendant avec l'U.R.S.S. pour le rétablissement de la paix générale dans le monde.

A Paris même des listes de pétition et des lettres individuelles doivent être envoyées au Comité restreint du Conseil Municipal qui est resté à l'Hôtel de Ville.

La grave situation de Paris (suite)

La direction de la Caisse d'Epargne s'est "repliée" en emportant leurs économies !

Le sort des chômeurs, des femmes et veuves et enfants de soldats n'a pas préoccupé le gouvernement des 200 Familles ! C'est autre chose quand il s'agit des richesses des gros capitalistes ! N'a-t-on pas vu des camions militaires partir pour sauver un chargement de .. fourrures de la Maison Revillon, tandis que des milliers d'enfants, d'ouvriers et de paysans devaient se traîner le long des routes sur leurs pauvres petites jambes fatiguées !

CHOMEURS, FEMMES ET VEUVES DE SOLDATS PETITS EPARGNANTS. Groupez-vous par quartiers, dans les Comités de Défense, faites circuler des listes de pétition, envoyez des délégations à l'Hôtel de Ville, au Comité des Conseillers municipaux restés pour la gestion de la Ville. Exigez l'ouverture immédiate des caisses fermées !

Exigez aussi qu'il soit pourvu à l'approvisionnement de Paris par l'embauche immédiate de chômeurs chargés d'aller travailler les champs abandonnés des paysans réfugiés et de récolter les fruits et légumes mûrs.

IL FAUT SAUVER PARIS DE LA FAMINE !

Les mères de famille de Paris, par leur union et leur action, sauront imposer les solutions urgentes au danger qui menace la capitale !

PARTI OUVRIER ET PAYSAN FRANÇAIS

Fondateur: Marcel GITTON



MARCEL CACHIN

contre le terrorisme :

On m'a demandé si j'approuvais les attentats individuels contre la vie des soldats de l'armée Allemande. Je réponds que les attentats individuels se retournent contre le but que prétendent atteindre leurs auteurs. Je ne les ai jamais ni préconisés ni suscités. J'en ai toujours détourné mes camarades.

Marcel Cachin

«On m'a demandé si j'approuvais les attentats individuels contre la vie des soldats de l'armée Allemande.

«Je réponds que les attentats individuels se retournent contre le but que prétendent atteindre leurs auteurs. Je ne les ai jamais ni préconisés ni suscités. J'en ai toujours détourné mes camarades.

Marcel CACHIN.

TRAVAILLEURS FRANÇAIS !

Ecoutez la voix de MARCEL CACHIN qui est celle de la raison !

Ne vous laissez pas entraîner dans des aventures sans issue par des terroristes aux ordres de l'étranger !

Avec nous, œuvrez au redressement de la FRANCE et à votre émancipation, par le triomphe de la Révolution socialiste.

LISEZ LA BROCHURE :

"2^{me} Lettre ouverte aux ouvriers communistes"

Que veulent les agents français de Staline ?

CONTENANT LA DECLARATION DE MARCEL CACHIN

En vente dans tous les kiosques et sur commande au siège du Parti, 8, rue du 10 août 1929, PARIS - Prix : 2 fr.

Affiche placardée sur les murs à Paris
pendant l'Occupation

Par ce document je complète mon
interrogatoire du 17 octobre, reçu des Services
Hauts Hauts, mon intention est de rejoindre
immédiatement Lancel et de reprendre
mon rôle de rebelle qui fut le mien en 1939,
en 1940 en 1941. Ma santé est de plus en
plus précieuse et m'impose de ne me livrer à
aucun effort d'action.

À Lancel, je poursuis les études
scientifiques et philosophiques qui furent
celles de ma jeunesse et auxquelles j'ai dû
renoncer au cours de toute une vie consacrée
à une intense diffusion de mes idées. Aujourd'hui
je les reprends dans la mesure de mes
forces et je fais le point de mes connaissances.

On m'a demandé de ^{se prendre pour} ~~commencer~~ ^à ~~attenter~~
à l'action contre la sûreté de l'armée d'occupa-
tion allemande en France. J'y souscris.
On m'a demandé si j'approuvais les
attentats individuels contre la vie des
soldats de l'armée allemande. Je réponds
que les attentats individuels se retournent
contre le but que prétendent atteindre
leurs auteurs. Je ne les ai jamais ni
préconisés ni excités, j'en ai toujours
défendu mes camarades.

Le document qui servit à composer l'affiche

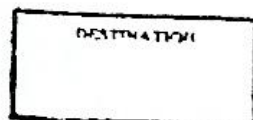
Ma vie à l'époque fut modeste. J'y ai
élevé mes petits-enfants dont l'alimentation
difficile à Paris. Mon revenu de la pension
nouveaux députés qui est versée par la gestapo
l'ancienne chambre. Ainsi ma existence
au début de la présente guerre jusqu'à ce
fut claire et un grand jour. Je sais que la
vie allemande comme la police française
surveillent au jour le jour.

Mais n'a pu y retrouver un seul acte qui
appelle une sanction. A tort ou à raison
même déformée.

Au cours de mes 73 ans, ai-je le droit
d'espérer que sera respectée la stricte
intégrité qui exige la santé soit s'abandonner
à un vieillard dont la vie fut des remplies,
des-éprouvées, traversée de nombreuses
épreuves, route de travail, d'honnêteté
et de dignité ?

Paris 21 octobre 1941

Maximilien



PREFECTURE DE POLICE

DÉLÉGATIONS

Batcliales et Judiciaires

Commissaire M. LAFONT

Commissaire de Paris

N°

Procès-Verbal

Déposition de
Mme GINOLLIN
(-1-1-1-)

REPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

L'an mil neuf cent quarante

le Vingt-et-Un Juin

Nous. I.-F. LAFONT,

Commissaire de Police de la Ville de Paris et du Département
de la Seine, chargé des Délégations Spéciales et Judiciaires,
Officier de Police Judiciaire, Auxiliaire de Monsieur le Procureur de
la République.

Faisons Comparaitre

Mme GINOLLIN Denise, demeurant 87 Rue des Ortoaux
à Paris.

Interpellée sur son identité elle nous fournit les
renseignements suivants :

Je me nomme REYNET Eglantine Denise, née le 30
Juillet 1907 à Paris (12^e) fille de Joseph Théophile et de
Georgine Pauline AVRILLON, divorcée de Robert Jean Ambroise
REYNET mariée en secondes nocces le 3 Septembre 1939 à Paris
(11^e) avec Frédéric Jean Marie GINOLLIN, né le 10 Mai 1912 à
Bourges, sans enfant, demeurant en ses meubles 87 Rue des
Ortoaux à Paris (20^e).

Je suis de nationalité française, j'ai une instruc-
tion primaire, je n'ai jamais eu affaire en justice.

J'exerce la profession d' sténo-dactylographe. J'ai
travaillé pendant plusieurs années et jusqu'en 1935 à la Société
PARIS-PRASSE, 137 Bd Voltaire en qualité de sténo-dactylo. J'ai
travaillé ensuite en la même qualité au siège de la Fédération
des Jeunes communistes et ce, jusqu'au début de la guerre.

Mon mari exerçait la profession d'ajusteur, il a été
mis en affectation spéciale au mois de Décembre 1939. Replié avec
son usin le 13 dans la direction de Chartres, il est actuellement
je ne sais où.

Je n'ai pour moyens d'existence que le produit de
mon travail.

Invitée à s'expliquer sur les faits qui lui sont
imputés, elle déclare :

J'ignore dans quelles conditions ont été établis le
tract "Il y a des comptes à régler" et l'exemplaire du Journal
l'HUMANITE portant la date du 19 Juin 1940. Je n'ai personnel-
lement concouru ni à leur établissement ni à leur diffusion.

Il est tout à fait exact qu'avec deux camarades
Mme SCHOTT et M. TREARD, j'ai songé à faire paraître réguliè-
rement le Journal l'Humanité. Nous avons eu cette idée lorsque
nous avons vu publier divers journaux tels que "Le matin" ou
"La Victoire".

Je ne suis adressée à cet effet il y a deux ou trois
jours au service de presse de la Mairie sur 12 Bd de la Madeleine
à Paris. J'ai été reçue par le Lieutenant KHALIL qui j'ai exposé
le dessein de mes camarades et le mien. Il m'a répondu qu'en
principe rien ne s'opposait à la publication d'un journal, mais

Ci-dessus, le fac-similé de l'interrogatoire
(commissaire Lafont, de la Préfecture de Police)
de Mme Denise Ginollin, responsable du P.C.F.,
dans lequel celle-ci reconnaît s'être adressée
aux autorités allemandes d'occupation
pour obtenir de faire paraître le quotidien l'Humanité

Quatre années plus tard, les clandestins du *Parti Communiste Français*, qui avaient pactisé avec l'Allemagne et lui avaient demandé la faveur de faire reparaître leur journal, publiait dans la foulée des Libérateurs, ce numéro de *l'Humanité* daté du 24 août 1944 :

A chaque Parisien son Boche !

BATTEZ-VOUS COMME DES LIONS

ARMEZ-VOUS EN DÉSARMANT L'ENNEMI

Aux armes ! Aux armes ! Aux armes !

Les palinodies et les revirements des communistes ont-ils vraiment cessé ?

47